

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL/MAT



CTB

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE
MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE
MINISTÈRE DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE

ANNUAIRE STATISTIQUE 2015

SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE • FONCTION PUBLIQUE • SECURITE INTERIEURE

Novembre 2016

ANNUAIRE STATISTIQUE 2015

Novembre 2016

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	3
LES INDICATEURS LES PLUS USUELS PAR DOMAINES.....	14
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT.....	17
I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE.....	18
II. PROGRAMME N°II : DISPOSITIF D'APPUI TECHNIQUE AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES.....	18
1. DÉCENTRALISATION.....	18
2. RESSOURCES FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.....	21
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	22
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.....	25
I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE ET CONTROLE.....	26
1. POPULATION DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE.....	26
2. RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	28
3. CONTROLE INTERNE.....	30
4. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	30
II. PROGRAMME N°II : ADMINISTRATION DU TERRITOIRE.....	32
1. VIE POLITIQUE ET ASSOCIATIVE.....	32
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	36
III. PROGRAMME N°III : GESTION COMMUNE DES FRONTIERES ET COOPERATION TRANSFRONTALIERE.....	38
1. SITUATION DES FRONTIERES AVEC LES PAYS LIMITOPHES.....	38
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	39
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	41
I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE.....	42
1. BUDGET DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU DÉPARTEMENT.....	42
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	42
II. PROGRAMME N°II : AMELIORATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE L'ETAT.....	44
1. PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT.....	44
2. SITUATION DU RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT.....	47
III. PROGRAMME N°III : AMELIORATION DU CADRE LEGISLATIF DU TRAVAIL.....	50
1. SITUATION DU PERSONNEL RÉGI PAR LE CODE DU TRAVAIL.....	50
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	55
IV. PROGRAMME N°IV : REFORMES ADMINISTRATIVES ET INSTITUTIONNELLES.....	57
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE.....	59
I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE.....	60
1. VIE SÉCURITAIRE AU MALI EN 2015.....	60
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	61
II. PROGRAMME N°II : ORDRE DE SECURITE.....	63
1. INFORMATIONS RELATIVES À LA POLICE NATIONALE.....	63
2. INFORMATIONS RELATIVES À LA GARDE NATIONALE.....	66
3. INFORMATIONS RELATIVES À LA GENDARMERIE NATIONALE.....	67
4. INFORMATIONS RELATIVES À L'OFFICE CENTRAL DES STUPÉFIANTS.....	67
5. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	70
III. PROGRAMME N°III : PREVENTION DES RISQUES ET CALAMITES, ORGANISATION DES SECOURS.....	71
1. INFORMATIONS RELATIVES À LA PROTECTION CIVILE.....	71
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	74

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE.....	75
I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE.....	76
1. DONNEES RELATIVES A L'ADMINISTRATION GENERALE.....	76
2. INDICATEUR DE PERFORMANCE.....	76
II. PROGRAMME N°II : RELIGION ET CULTE.....	78
1. SITUATION DES RELIGIONS ET DU CULTE.....	78
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	79
MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE.....	81
I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE.....	82
1. ACTIVITÉS MENÉES POUR LA RÉCONCILIATION NATIONALE.....	82
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	82
II. PROGRAMME N°II : PROMOTION DE LA PAIX, DE LA RECONCILIATION NATIONALE ET DE LA COHESION SOCIALE.....	77
1. PROMOTION DE LA PAIX ET DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE.....	85
2. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	85
ANNEXES.....	I
ANNEXE 1 : LES PRINCIPAUX ACTES ADMINISTRATIFS.....	III
ANNEXE 2 : QUESTIONS REPONSES SUR L'ACCORD DE PAIX ET DE RECONCILIATION.....	X
ANNEXE 3 : LES DISTANCES OFFICIELLES INTER REGION DU MALI.....	XVI
ANNEXE 4 : STATISTIQUES DES INFRACTIONS.....	XVII
ANNEXE 5 : RECAPITULATIF DES FAITS D'ETAT CIVIL.....	XX

SIGLES ET ABREVIATION

SIGLE	DEFINITIONS	SIGLE	DEFINITIONS
ACI	Audit et Contrôle Interne	DIC	Dotation pour l'Inter collectivité
AECID	Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement	Dist	District
ACCM	Association des Collectivités, Cercles du Mali	Ext.	Extérieurs
AMM	Association des Municipalités du Mali	EMGN	Etat-Major de la Garde Nationale
AN	Assemblée Nationale	FCFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales	FED	Fonds Européen de Développement
ARM	Associations des Régions du Mali	Ferr.	Ferroviaire
ASACE	Associations Signataire d'Accord Cadre avec l'Etat	FI	Fluviale
BSI	Budget Spécial d'Investissement	FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
BTP	Bâtiment Travaux Publics	FP	Fonction Publique
BCS	Bureau Central des Soldes	F	Feminin
BN-BSI	Budget National – Budget Spécial d'Investissement	GURM	Groupe des Unités de Reserve Ministériel
CDI	Contrat à Durée Indéterminée	GAR	Gestion Axée sur les Résultats
CDD	Contrat à Durée Déterminée	GRH	Gestion des Ressources Humaines
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel	GRN	Gestion des Ressources Naturelles
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	H	Homme
CFCT	Centre de Formation des Collectivités Territoriales	I/P	Incapacité Permanente
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement	IP/t	Incapacité partielle Temporaire
CNCFP	Centre National des Concours de la Fonction Publique	IPP	Incapacité Partielle Permanente
CNCR	Commission Nationale Chargée des Réfugiés	IT	Incapacité Temporaire
Conv	Convention	J	Jour
CPS	Cellule de Planification et de Statistique	KFW PACT III	Coopération Allemande – Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales 3
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement	MARC	Ministère des Affaires Religieuses et du Culte

SIGLE	DEFINITIONS	SIGLE	DEFINITIONS
CTDEC	Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil	MRN	Ministère de la Réconciliation Nationale
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration	MSIPC	Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile
CAAT	Cellule Aéroportuaire Anti Trafic	MTFPRE	Ministère du Travail et de la Fonction Publique
CAB	Cabinet	Nbre	Nombre
DGB	Direction Générale du Budget	ND	Non Disponible
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales	NINA	Numéro d'Identification Nationale
DGGN	Direction Générale de la Gendarmerie Nationale	Non Dg	Non désagrégé
DGPC	Direction Générale de la Protection Civile	OCS	Office Central des Stupéfiants
DGPN	Direction Générale de la Police Nationale	ONG	Organisation Non Gouvernementale
DIN	Dotation d'Investissement	PI	Partenaires Islamiques
DNAT	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire	PNUD-P2N	Programme des Nations Unies pour le Développement / Programme Nioro - Nara
DNEC	Direction Nationale de l'Etat Civil	PV	Procès-verbal
DNF	Direction Nationale des Frontières	R.D du Congo	République Démocratique du Congo
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel	Serv.	Services
DNT	Direction Nationale du Travail	SIJ	Service d'Investigations judiciaires
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	SS	Secteur Secondaire
DOC	Documents	STD	Services Techniques Déconcentrés de l'Etat
DPF	Direction de la Police des Frontières	TDRL	Taxe de Développement Régional et Local
DFM	Direction des Finances et du Matériel	UA	Union Africaine
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire	UE-SBC	Union Européenne – Contrat d'aide à la consolidation de l'Etat
DRH/SAG	Direction des Ressources Humaines du Secteur Administration Générale	UNHCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
DT	Droit de Tirage		Non défini
DAT	Dotation d'Appui Technique		

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Nombre de décisions de transfert des infrastructures dans les secteurs de l'Education, de la Santé et de l'Hydraulique en 2015.....	18
Tableau 2 :	Nombre de transfert des infrastructures en matière d'hydraulique des collectivités territoriales aux associations d'usagers en 2015.....	18
Tableau 3 :	Nombre de ressources humaines intégrées dans la fonction publique des collectivités territoriales en 2015.....	19
Tableau 4 :	Nombre de délibération relative aux budgets et aux comptes administratifs des Collectivités Territoriales approuvés par la tutelle en 2015.....	19
Tableau 5 :	Nombre de réseaux de coopération créés en matière de décentralisation en 2015.....	19
Tableau 6 :	Nombre de réunions de CROCSAD et de CLOCSAD tenues en 2015.....	19
Tableau 7 :	Répartition des agents recrutés par concours direct dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales par catégorie, par corps et selon le sexe en 2015.....	20
Tableau 8 :	Recouvrement de la Taxe de Développement Régional et Local par région en 2015.....	20
Tableau 9 :	Situation des schémas et des Cartes élaborés, appuyés et évalués en 2015.....	20
Tableau 10 :	Nombre d'agents des Collectivités Territoriales et des services déconcentrés formés par le CFCT par sexe en 2015.....	21
Tableau 11 :	Nombre des élus des collectivités territoriales formés par le CFCT par sexe en 2015.....	21
Tableau 12 :	Montants des engagements DIN et DIC mobilisés par partenaire en 2015.....	21
Tableau 13 :	Montants des engagements des partenaires et par région en 2015.....	22
Tableau 14 :	Montants des engagements DAT par partenaires en 2015.....	22
Tableau 15 :	Pourcentage des Collectivités Territoriales se déclarant satisfaites de la disponibilité et de la qualité des appuis des STD par région.....	22
Tableau 16 :	Pourcentage de demandes de mise à disposition formulées par les CT et réalisées par les services techniques déconcentrés de 2012 à 2015.....	23
Tableau 17 :	Nombre d'élus et d'agents des Collectivités Territoriales formés par le CFCT de 2012 à 2015.....	23
Tableau 18 :	Délai de notification des droits de tirage aux Collectivités Territoriales de 2012 à 2015.....	23
Tableau 19 :	Taux de production de documents statistiques et de planification en 2015.....	23
Tableau 20 :	Evolution de l'effectif de la population des réfugiés assistés par l'UNHCR-Mali selon le pays d'origine en 2015.....	26
Tableau 21 :	Répartition des réfugiés selon la tranche d'âges et le sexe en 2015.....	27
Tableau 22 :	Répartition de la population des réfugiés selon le pays d'origine et le sexe en 2015.....	27
Tableau 23 :	Répartition des demandeurs d'asile selon la tranche d'âges et le sexe en 2015.....	27
Tableau 24 :	Répartition de la population des demandeurs d'asile selon le pays d'origine et le sexe en 2015.....	28
Tableau 25 :	Nombre d'agents du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation formés en gestion axée sur les résultats en 2015.....	28
Tableau 26 :	Nombre d'agents du secteur AG ayant obtenu une bourse de formation par sexe en 2015.....	29
Tableau 27 :	Effectif du personnel du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation en 2015.....	29
Tableau 28 :	Effectif du personnel du secteur de l'administration générale par département et selon le sexe en 2015.....	30
Tableau 29 :	Nombre de missions de l'Inspection de l'Intérieur effectuées auprès des services du département et des collectivités territoriales en 2015.....	30
Tableau 30 :	Evolution du taux des rapatriés volontaires vers leurs pays d'origine en 2015.....	30

Tableau 31 :	Evolution du taux de réalisation des réunions de coordination élargie du cabinet et du comité de pilotage des projets et programmes en 2015.....	31
Tableau 32 :	Evolution du taux de déconcentration du personnel en 2015.....	31
Tableau 33 :	Evolution du taux de déconcentration budgétaire en 2015.....	31
Tableau 34 :	Evolution du nombre des partis politiques et des associations politiques de 2011 à 2015.....	32
Tableau 35 :	Evolution du taux de participation aux élections législatives partielles Commune V du District de Bamako en 2015.....	32
Tableau 36 :	Nombre de partis politiques et de députés à l'Assemblée Nationale en 2015.....	30
Tableau 37 :	Répartition des députés par sexe, par parti politique et indépendants en 2015.....	33
Tableau 38 :	Nombre d'Associations signataires d'Accord Cadre avec l'Etat ayant déposé un rapport annuel de 2011 à 2015.....	33
Tableau 39 :	Nombre d'Associations de promotion de la Femme et de l'Enfant Signataires d'Accord Cadre avec l'Etat ayant déposé un rapport annuel de 2011 à 2015.....	34
Tableau 40 :	Montant des réalisations financières effectuées par les Associations Signataires d'Accord Cadre avec l'Etat selon le domaine d'activités en 2015.....	34
Tableau 41 :	Effectifs des Chefs de Circonscription Administrative de l'Etat par région et selon le sexe.....	34
Tableau 42 :	Nombre de mariages enregistrés par région et selon le type en 2015.....	35
Tableau 43 :	Nombre d'enfants enregistrés à la naissance par région et selon le sexe en 2015.....	35
Tableau 44 :	Nombre de décès enregistrés par région et selon le sexe en 2015.....	35
Tableau 45 :	Pourcentage des personnes disposant d'un Identifiant Unique (NINA) en 2015.....	36
Tableau 46 :	Evolution du taux d'ASACE fonctionnelles de 2012 à 2015.....	36
Tableau 47 :	Evolution du taux d'ASACE suivies et évaluées de 2012 à 2015.....	36
Tableau 48 :	Evolution du taux de scrutins validés de 2012 à 2015.....	36
Tableau 49 :	Pourcentage des centres d'état civil fonctionnels de 2012 à 2015.....	37
Tableau 50 :	Evolution du nombre d'enregistrement des Naissances de 2012 à 2015.....	37
Tableau 51 :	Pourcentage de personnes disposant d'un Identifiant Unique (NINA) de 2012 à 2015.....	37
Tableau 52 :	Nombre de rencontres périodiques entre les autorités frontalières maliennes et leurs homologues des pays limitrophes et le nombre de litiges enregistrés en 2015.....	38
Tableau 53 :	Statistiques sur le bornage des frontières en 2015.....	38
Tableau 54 :	Evolution du taux de réalisations des projets dans les zones frontalières en 2015.....	39
Tableau 55 :	Evolution du taux de réalisation des rencontres périodiques entre autorités frontalières de 2012 à 2015.....	39
Tableau 56 :	Evolution du taux de réalisation de projets intégrateurs de 2012 à 2015.....	39
Tableau 57 :	Evolution du taux de satisfaction des besoins en infrastructures et équipements de 2012 à 2015.....	39
Tableau 58 :	Montant d'exécution du budget par région en 2015.....	42
Tableau 59 :	Pourcentage des conflits collectifs gérés avec succès de 2012 à 2015.....	42
Tableau 60 :	Evolution du taux d'exécution du programme d'activité genre du département de 2012 à 2015.....	42
Tableau 61 :	Evolution du taux d'exécution du plan d'équipement de 2012 à 2015.....	43
Tableau 62 :	Evolution du taux d'exécution du programme d'activité de renforcement des relations avec les institutions de 2012 à 2015.....	43
Tableau 63 :	Pourcentage de projets de loi adoptés par l'Assemblée Nationale de 2012 à 2015.....	43
Tableau 64 :	Répartition du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat selon la Catégorie et le sexe en 2015.....	44
Tableau 65 :	Répartition de l'effectif du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat par région et statut selon la catégorie en 2015.....	44

Tableau 66 :	Répartition du personnel de la Fonction Publique de l'Etat par position statutaire et selon le sexe en 2015.....	45
Tableau 67 :	Répartition des agents de la Fonction Publique de l'Etat selon la position statutaire et le régime en 2015.....	45
Tableau 68 :	Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon le régime et le sexe en 2015.....	46
Tableau 69 :	Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon le régime, et la catégorie en 2015.....	46
Tableau 70 :	Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon le statut en 2015.....	47
Tableau 71 :	Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon la région et le sexe en 2015.....	47
Tableau 72 :	Répartition des candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par catégorie en 2015.....	47
Tableau 73 :	Répartition des candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par sexe en 2015.....	48
Tableau 74 :	Répartition des candidats admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par centre et par sexe en 2015.....	48
Tableau 75 :	Répartition des candidats handicapés admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par catégorie et par sexe en 2015.....	48
Tableau 76 :	Proportion de données harmonisées entre le fichier solde (BCS) et le fichier Administratif de 2012 à 2015.....	49
Tableau 77 :	Pourcentage d'agents recrutés conformément aux profils exigés par les cadres organiques des services publics et budgétairement autorisés de 2012 à 2015.....	49
Tableau 78 :	Evolution du taux d'exécution du programme de formation des agents de l'Etat de 2012 à 2015.....	49
Tableau 79 :	Nombre de conflits collectifs gérés avec succès par région en 2015.....	50
Tableau 80 :	Visas de contrat de travail par région et par types de contrat selon le sexe en 2015.....	50
Tableau 81 :	Visas de contrat des travailleurs expatriés par zones en 2015.....	50
Tableau 82 :	Nombre de litiges individuels par région selon le mode de règlement en 2015.....	51
Tableau 83 :	Ventilation des litiges individuels par nature et selon le mode de règlement en 2015.....	51
Tableau 84 :	Répartition du nombre de conflits collectifs par région selon la qualification professionnelle et le nombre de travailleurs impliqués en 2015.....	52
Tableau 85 :	Nombre d'accidents et Incapacités de travail selon la région en 2015.....	52
Tableau 86 :	Nombre des délégués élus par le personnel par région en 2015.....	53
Tableau 87 :	Nombre de dérogation à la durée légale du travail par région en 2015.....	53
Tableau 88 :	Comparatif du nombre des accidents de travail par région en 2015.....	53
Tableau 89 :	Nombre d'Etablissements visités et ventilation des Infractions par région en 2015.....	54
Tableau 90 :	Nombre de licenciement des travailleurs selon la région et le motif du licenciement en 2015.....	55
Tableau 91 :	Pourcentage des conflits de travail gérés (Conflits individuels) de 2012 à 2015.....	55
Tableau 92 :	Pourcentage des conventions collectives et accords d'établissement relus et adoptés de 2012 à 201.....	55
Tableau 93 :	Pourcentage des agents non fonctionnaires reclassés (femmes) de 2012 à 2015.....	56
Tableau 94 :	Evolution du taux de progression des établissements contrôlés de 2012 à 2015.....	56
Tableau 95 :	Pourcentage d'inspecteurs ou de contrôleurs du travail formés (femmes) de 2012 à 2015.....	56
Tableau 96 :	Nombre de cadres de l'Etat ayant reçus une formation de longue durée par année et par sexe selon la filière en 2015.....	57
Tableau 97 :	Pourcentage des services utilisant des manuels de procédures de 2012 à 2015.....	57

Tableau 98 :	Evolution du taux d'interconnexion des DRH au logiciel de GRH de 2012 à 2015.....	57
Tableau 99 :	Evolution du taux de satisfaction du cadre organique des services audités de 2012 à 2015.....	58
Tableau 100 :	Evolution du taux de satisfaction des usagers des services publics de 2012 à 2015.....	58
Tableau 101 :	Personnel civil du ministère de la sécurité et de la protection civile par catégorie et par sexe en 2015.....	60
Tableau 102 :	Personnel civil du ministère de la sécurité et de la protection civile par statut selon le sexe en 2015.....	60
Tableau 103 :	Effectif du personnel de la Sécurité par corps et par sexe en 2015.....	60
Tableau 104 :	Evolution du taux de réalisation des activités de coordination et de suivi de 2012 à 2015.....	61
Tableau 105 :	Evolution du taux de réalisation des missions d'inspection de 2012 à 2015.....	61
Tableau 106 :	Evolution du taux d'exécution du budget annuel de 2012 à 2015.....	61
Tableau 107 :	Evolution du taux de satisfaction des besoins en matériel de 2012 à 2015.....	61
Tableau 108 :	Evolution du taux d'exécution du programme de réalisation et de réhabilitation des infrastructures de 2012 à 2015.....	62
Tableau 109 :	Evolution du taux de réalisation du programme de recrutement de 2012 à 2015.....	62
Tableau 110 :	Evolution du taux de réalisation du plan de formation de 2012 à 2015.....	62
Tableau 111 :	Effectif du personnel de la Police Nationale par corps et par sexe en 2015.....	63
Tableau 112 :	Nombre de personnes tuées constatées par la police nationale suite aux accidents de la circulation par région et par moyen de déplacement en 2015.....	63
Tableau 113 :	Nombre de personnes blessées constatées par la police nationale suite aux accidents de la circulation par région et par moyen de déplacement en 2015.....	63
Tableau 114 :	Nombre d'accidents de la circulation routière, ferroviaire et fluviale constatés par la Police Nationale par région et selon le moyen de déplacement en 2015.....	64
Tableau 115 :	Nombre de dégâts matériels de la circulation routière, ferroviaire et fluviale constatés par la Police Nationale par région et par moyen de déplacement en 2015.....	64
Tableau 116 :	Nombre d'accidents de la circulation routière constatés par la Sécurité de 2014 à 2015.....	64
Tableau 117 :	Récapitulatif du nombre d'accidents de la circulation routière, ferroviaire et fluviale constatés par la Sécurité Intérieure par région en 2015.....	65
Tableau 118 :	Montant des recettes versées au Trésor Public par la Police Nationale selon la nature en 2015.....	65
Tableau 119 :	Bilan des patrouilles effectuées par la police nationale par région et dans le district de Bamako en 2015.....	65
Tableau 120 :	Nombre de missions d'escortes sur les axes RN et Patrouilles Mixtes Urbaines et Sécurisation des frontières par la Garde Nationale en 2015.....	66
Tableau 121 :	Nombre de Personnes interpellées lors des patrouilles Mixtes Urbaines et Sécurisation des frontières par la Garde Nationale.....	66
Tableau 122 :	Nombre de saisies lors des patrouilles mixtes Urbaines et Sécurisation des frontières par la Garde Nationale en 2015.....	66
Tableau 123 :	Nombre d'arrestations pour crimes et délits constatés par la gendarmerie Nationale de 2014 à 2015.....	67
Tableau 124 :	Montant des amendes forfaitaires du groupe d'unité réservé ministérielle (GURM) de 2014 à 2015.....	67
Tableau 125 :	Comparatif des accidents mortels constatés par la Gendarmerie Nationale.....	67
Tableau 126 :	Personnel de l'Office Central des Stupéfiants par structure et par cadre en 2015.....	67
Tableau 127 :	Nombre de saisie effectué par région et selon les types de produits par l'OCS.....	68
Tableau 128 :	Quantités de produits saisies par la douane.....	68

Tableau 129 :	Situation de saisies de produits stupéfiants par la gendarmerie nationale en 2015.....	69
Tableau 130 :	Saisies Effectuées Par La Police Nationale.....	69
Tableau 131 :	Nombre de personnes interpellées par service selon la nationalité en 2015.....	70
Tableau 132 :	Evolution du taux de réduction de la criminalité de 2012 à 2015.....	70
Tableau 133 :	Nombre du personnel de la Protection Civile par corps et par sexe en 2015.....	71
Tableau 134 :	Variation du nombre de Sorties effectuées par la Protection Civile selon la nature des interventions en 2015.....	71
Tableau 135 :	Nombre d'interventions au niveau des infirmeries de la Protection Civile de Bamako en 2015.....	71
Tableau 136 :	Nombre de victimes enregistrées par la protection civile en 2015.....	72
Tableau 137 :	Nombre d'accidentés tués enregistrés par la protection civile par région en 2015.....	72
Tableau 138 :	Nombre d'accidents de la circulation routière, ferroviaire, fluviale et aérienne enregistrés par la protection civile par région en 2015.....	73
Tableau 139 :	Nombre d'accidentés blessés enregistrés par la protection civile par région en 2015.....	73
Tableau 140 :	Nombre des autres accidents enregistrés par région en 2015.....	73
Tableau 141 :	Nombre de rapatriés maliens et autres en transit selon la nationalité en 2015.....	74
Tableau 142 :	nombre de Maliens rapatriés selon le pays de provenance et le sexe en 2015.....	74
Tableau 143 :	Nombre de secours de 2012 à 2015.....	76
Tableau 144 :	Evolution du taux de réalisation des réunions élargies de coordination du département de 2014 à 2015.....	76
Tableau 145 :	Evolution du taux d'exécution du programme de sensibilisation et d'information sur la bonne compréhension de la religion de 2014 à 2015.....	76
Tableau 146 :	Evolution du taux d'exécution du budget de 2014 à 2015.....	76
Tableau 147 :	Evolution du taux d'exécution des projets/programmes de 2014 à 2015.....	76
Tableau 148 :	Evolution du taux de participation des partenaires islamiques (PI) au financement des activités religieuses de 2014 à 2015.....	77
Tableau 149 :	Evolution du taux d'exécution du programme de formation des acteurs religieux de 2014 à 2015.....	77
Tableau 150 :	Evolution du taux de satisfaction des usagers de 2014 à 2015.....	77
Tableau 151 :	Effectif des pèlerins musulmans par filières de 2014 à 2015.....	78
Tableau 152 :	Répartition des pèlerins musulmans par région (filiale gouvernementale) en 2015.....	78
Tableau 153 :	Nombre d'imams formés selon le pays de formation de 2014 à 2015.....	78
Tableau 154 :	Effectif des pèlerins chrétiens Catholiques par Diocèses/Paroisses selon le sexe en 2015.....	79
Tableau 155 :	Effectif des pèlerins organisateurs par titre en 2015.....	79
Tableau 156 :	Evolution du taux de satisfaction des pèlerins musulmans des prestations fournies de 2014 à 2015.....	79
Tableau 157 :	Evolution du taux d'exécution du programme d'appui aux centres/édifices religieux de 2014 à 2015.....	80
Tableau 158 :	Evolution du taux de prévention des litiges/conflicts confessionnels de 2014 à 2015.....	80
Tableau 159 :	Nombre de rencontres thématiques sur les questions de réconciliation nationale tenues par région en 2015.....	82
Tableau 160 :	Pourcentage de réunions de cabinet, réunions interministérielles et de rencontres thématiques sur les questions de réconciliation de 2014 à 2015.....	82
Tableau 161 :	Evolution du taux d'adoption des textes législatifs, réglementaires et les documents de références de 2014 à 2015.....	82
Tableau 162 :	Evolution du taux de mise en œuvre des partenariats stratégiques conclus autour de la réconciliation de 2014 à 2015.....	83

Tableau 163 :	Evolution du taux d'opérationnalisation des structures au niveau national et régional de 2014 à 2015.....	83
Tableau 164 :	Evolution du taux de réalisation des programmes de formation du personnel du département et des acteurs de la réconciliation de 2014 et 2015.....	83
Tableau 165 :	Evolution du taux d'exécution du budget de 2014 et 2015.....	83
Tableau 166 :	Niveau de satisfaction des besoins en personnel des structures de 2014 à 2015.....	83
Tableau 167 :	Niveau de satisfaction des besoins en matériel et équipements des structures de 2014 à 2015.....	84
Tableau 168 :	Nombre de missions de sensibilisation des populations au niveau régional, inter et intra-communautaires effectuées par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation par Région en 2015.....	85
Tableau 169 :	Evolution du taux de réalisation des initiatives de réconciliation de 2014 à 2015.....	85

INTRODUCTION

Cet annuaire a été réalisé conformément à l'exécution du programme d'activités minimum couvrant la période 2013-2015 par les structures de production des données statistiques. Il donne les grandes orientations du développement du Système Statistique National et décrit les activités à mettre en œuvre pour pallier les insuffisances. Dans ce contexte, il est certain aujourd'hui que la mise en œuvre et le suivi des stratégies de développement en général, et la lutte contre la pauvreté en particulier, sollicitent des informations fiables et de qualité.

Il est conforme à la Politique de Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Cet annuaire respecte également le Plan d'Actions de Marrakech pour les Statistiques (PAMS) issu de la deuxième table ronde internationale sur la GAR en février 2004, qui recommande l'élaboration et la mise en œuvre de Stratégies Nationales de Développement de la Statistique (SNDS) afin d'améliorer les données nécessaires à cette nouvelle approche.

A cet effet, la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure a décidé d'améliorer sa production statistique, conformément à certains objectifs fixés par le nouveau schéma Directeur de la Statistique 2015-2019, à savoir: améliorer la production statistique ; développer l'analyse, améliorer la diffusion et promouvoir l'utilisation des données statistiques, tout en améliorant la structuration de l'annuaire statistique.

Le présent annuaire statistique entre dans le cadre de la mission assignée à la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure, créée par la loi n° 07-020 du 27 février 2007.

Au terme de cette loi, la CPS assure la mission de planification et d'information statistique dans les domaines couverts par le secteur en rapport avec les services techniques concernés.

A ce titre, elle est chargée de : (i) coordonner la préparation des plans, programmes et projets ainsi que l'analyse des politiques et stratégies ; (ii) suivre et évaluer les plans, programmes et projets de développement sectoriels et veiller à leur cohérence intra sectorielle et spatiale ; (iii) élaborer les prévisions et suivre l'environnement et la conjoncture ; (iv) suivre les dossiers relatifs au financement et à la coopération technique ; (v) coordonner, en rapport avec les services chargés des ressources humaines, le programme de formation en matière de planification et de statistique ; (vi) coordonner la production d'informations statistiques et la réalisation d'études de base ainsi que la diffusion de leurs résultats ; (vii) mettre en place et gérer la base de données du secteur.

Le secteur est composé des départements ci-après :

- le Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat ;
- le Ministère de l'Administration Territoriale ;
- le Ministère du Travail et de la Fonction Publique ;
- le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile;
- le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte.
- le Ministère de la Réconciliation Nationale;

Le décret N°07-166 /P-RM du 28 mai 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des CPS confie à l'Unité Statistique entre autres tâches de : identifier et formuler les besoins en informatiques statistiques et études de base du secteur ; coordonner et réaliser les études de base sectorielles ; collecter, centraliser et traiter les données statistiques provenant des services centraux sectoriels ; contribuer à la définition des normes et outils statistiques du secteur ; élaborer un annuaire statistique.

A long terme, l'objectif est d'assurer une cohérence entre la planification stratégique à moyen terme, la programmation budgétaire triennale glissante et le suivi-évaluation sectoriel. Dans ce contexte, l'annuaire statistique présente les données par programme, tel que présenté dans les budget-programmes du secteur.

L'annuaire statistique vise à mettre à la disposition des utilisateurs, en particulier les décideurs, partenaires techniques et financiers, chercheurs, étudiants, etc., des informations fiables et récentes relevant du secteur.

Ce document est structuré de façon claire et simple par département ministériel et chaque ministère est composé des programmes conformément aux Budgets Programmes des départements. Les programmes sont renseignés par des indicateurs d'activités et des indicateurs de performance.

LES INDICATEURS LES PLUS USUELS PAR DOMAINES

INDICATEURS	2014	2015
DOMAINE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE		
Nombre d'associations existantes	22 628	22 657
Nombre d'enfants enregistrés à la naissance	283 326	391 526
Nombre de partis politiques existants	174	178
Pourcentage de réfugiés féminin	48,20	49
Pourcentage de demandeurs d'asile féminin	52,40	54
Pourcentage d'Associations signataires d'accord cadre (ONG) ayant déposé un rapport annuel	30,30	34,00
Proportion des sièges occupés par des femmes à l'Assemblée Nationale	9,50	10,20
Evolution du taux d'évolution des rapatriés volontaires vers leurs pays d'origine	0,00	82,00
Evolution du taux de déconcentration budgétaire	8,90	12,00
Evolution du taux de déconcentration du personnel	69,90	12,00
Evolution du taux d'ASACE fonctionnelles	45,00	34,00
Evolution du taux d'enregistrement des Naissances	90,00	95,00
Evolution du taux de bornage des frontières	33,30	34,40
DOMAINE DE LA DECENTRALISATION		
Nombre d'agents recrutés dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales	4 062	3853
Pourcentage de Budgets primitifs des Collectivités Territoriales approuvés par la tutelle	79,4	79,8
Pourcentage de comptes administratifs produits par les communes	90,4	90,4
Pourcentage d'exécution de la Taxe de Développement Régional et Local	95,1	45,41
Pourcentage de réunions de CROCSAD et de CLOCSAD tenues	40,7	32,39
Subventions ANICT aux Collectivités Territoriales (en millier de FCFA)	13 549 154	13 831 597
Nombre d'élus et d'agents des Collectivités Territoriales et agents des services techniques déconcentrés formés	1 262	3167
Délai de notification des droits de tirage aux Collectivités Territoriales (jour)	3	3853
DOMAINE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Nombre de personnes tuées par accident de travail	6	7
Nombre de travailleurs licenciés pour motifs économiques	935	460
Nombre de travailleurs victimes d'accident de travail	375	349
Pourcentage des conflits collectifs gérés avec succès	45,00	70,59
Evolution du taux d'exécution de programme de formation des agents de l'Etat	60,00	70,59
Pourcentage des agents non fonctionnaires reclassés (femmes)	60,00	24,00
Nombre de décès de la Fonction Publique	6447	349
DOMAINE DE LA SECURITE ET PROTECTION CIVILE		
Nombre de cas de vol	3 229	2 149
Nombre d'accidents de la circulation routière	8 813	2 122
Nombre de victimes de la circulation constaté par la protection civile	19 947	19 974
Nombre de blessés suite aux accidents de la circulation	7 814	2 333
Nombre de morts provoqués par les accidents de la circulation	404	241
Effectif du personnel de la Police Nationale	6 260	6 121
Effectif du personnel de la Protection Civile	1 151	1 151
Effectif du personnel de l'Office Central des Stupéfiants	136	136
Evolution du taux d'exécution du budget annuel	94,80	99,69
Evolution du taux de réalisation du plan de formation	95,00	95,00
Evolution du taux de la criminalité	55,00	48,00
Nombre de narcotrafiquants arrêté	55	62

DOMAINE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE		
Nombre de secours	12 850	20 000
Nombre de pèlerins musulmans	914 ¹	10 505
Evolution du taux d'exécution du budget	99,00	99,00
Evolution du taux de participation des partenaires islamiques (PI) au financement des activités religieuses	30,00	55,00
Evolution du taux d'exécution du programme de formation des acteurs religieux	50,00	99,00
Le taux de satisfaction des pèlerins musulman des prestations fournies	85,00	50,00
DOMAINE DE LA RECONCILIATION NATIONALE		
Le taux de réalisation des programmes de formation du personnel du département et des acteurs de la réconciliation	0,0	75,00
Evolution du taux d'exécution du budget	99,90	90,09
Evolution du taux de vérification des cas de violations graves des droits de l'homme	15,00	ND
Evolution du taux de protection des victimes et témoins	15,00	ND
Evolution du taux d'exécution des mesures de préparation des préjudices causés aux individus	15,00	0
Evolution du taux de réalisation des initiatives de réconciliation	15,00	0

¹ Ce nombre est de la filière gouvernementale.

**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET
DE LA REFORME DE L'ETAT**

I. PROGRAMME N°I : ADMINISTRATION GENERALE

Mobiliser les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la réalisation des objectifs globaux du département, assurer une meilleure coordination des services et contrôler l'exécution des missions de ceux-ci.

Ce programme du Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat ne dispose d'aucune donnée statistique en 2015.

II. PROGRAMME N°II : DISPOSITIF D'APPUI TECHNIQUE AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Contribuer à améliorer le pilotage stratégique des politiques de décentralisation, de déconcentration et d'aménagement du territoire.

1. DÉCENTRALISATION

Tableau 1 : Nombre de décisions de transfert des infrastructures dans les secteurs de l'Education, de la Santé et de l'Hydraulique en 2015

Unité : Nombre

Régions	Secteurs de transferts			
	Education	Santé	Hydraulique	Elevage et pêche
Kayes	0	0	129	0
Koulikoro	0	0	108	0
Sikasso	152	128	147	1
Ségou	177	81	118	0
Mopti	59	5	108	0
Tombouctou	05	1	52	0
Gao	0	0	24	0
Kidal	0	0	11	0
District de Bamako	0	2	6	0
Total	393	217	703	1

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 2 : Nombre de transfert des infrastructures en matière d'hydraulique des collectivités territoriales aux associations d'usagers en 2015

Unité : Nombre

Régions	Commune	Décisions signées	Nombre d'association d'usagers de l'eau constituée	Délégations de gestion signée
Kayes	129	58	58	0
Koulikoro	108	0	0	0
Sikasso	147	223	223	0
Ségou	118	175	175	72
Mopti	108	119	119	14
Tombouctou	52	0	0	0
Gao	24	4	4	4
Kidal	11	30	30	3
District de Bamako	6	13	13	7
Total	703	622	622	100

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 3 : Nombre de ressources humaines intégrées dans la fonction publique des collectivités territoriales en 2015

Unité : Nombre

Secteur	Corps	Effectifs		
		Homme	Femme	Total
Education	Enseignants contractuels intégrés dans la FP des CT	1148	672	1820
	Enseignants intégrés par voie de concours direct de recrutement	3021	832	3853
Santé	Agents de santé intégrés	94	49	143
	Agents du développement social	00	00	00
Administration générale	Agents de l'administration générale contractuels intégrés dans la FP des CT	339	143	482
Total		4602	1696	6298

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 4 : Nombre de délibération relative aux budgets et aux comptes administratifs des Collectivités Territoriales approuvés par la tutelle en 2015

Unité : Nombre

Document financier	A approuver	Approuvés	Valeur atteinte (%)
Budget primitif	761	607	79,76
Compte administratif	761	688	90,41
Total	1522	1295	85,09

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 5 : Nombre de réseaux de coopération créés en matière de décentralisation en 2015

Unité : Nombre

Type de coopération	Nombre
Décentralisées actives	200
Inter collectivités opérationnelles	30
Total	230

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 6 : Nombre de réunions de CROCSAD et de CLOCSAD tenues en 2015

Unité : Nombre

Régions	Réunions annuelles de CROCSAD			Réunions annuelles de CLOCSAD		
	Prévues	Tenues	% des Valeurs atteintes	Prévues	Tenues	% des Valeurs atteintes
Kayes	23	2	8,70	21	02	09,52
Koulikoro	23	9	39,13	21	09	42,86
Sikasso	23	1	4,35	21	01	04,76
Ségou	23	3	13,04	21	09	14,29
Mopti	26	3	11,54	24	03	12,50
Tombouctou	17	3	17,65	15	03	20,00
Gao	14	1	7,14	12	01	08,33
Kidal	14	0	0,00	12	00	00,00
Bamako	5	0	0,00	03	00	00,00
Total	168	22	13,10	114	22	19,29

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 7 : Répartition des agents recrutés par concours direct dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales par catégorie, par corps² et selon le sexe en 2015

Unité : Nombre

Catégorie	Ordre d'enseignement	Effectifs		Total
		Homme	Femme	
A	Enseignements Secondaire General	85	30	115
B2	Enseignements normal	14	4	18
B1	Enseignements Technique Professionnel	46	8	54
C	Enseignements Fondamental	2876	790	3666
Total		3021	832	3853

Source : Rapport d'activités DGCT_2015

Tableau 8 : Recouvrement de la Taxe de Développement Régional et Local par région en 2015

Unité : million de Franc CFA

Régions	Prévu	Emis / Engagé	Exécuté	Taux d'exécution (%)
Kayes	1 975	796	807	40,85
Koulikoro	1 686	829	708	42,02
Sikasso	1 892	1 072	968	51,17
Ségou	1 474	874	844	57,25
Mopti	1 557	874	813	52,24
Tombouctou	ND	ND	ND	ND
Gao	419	65	38	9,12
Kidal	48	ND	ND	ND
District de Bamako	360	95	95	26,34
Ensemble du Pays	9 410	4 606	4 273	45,41

Source : Base de données/DNTCP

Tableau 9 : Situation des schémas et des Cartes élaborés, appuyés et évalués en 2015³

Unité : Nombre

Nature	2015
Carte thématique	17
Schémas d'aménagement du Territoire	0
Schémas régionaux d'aménagement du Territoire	4
Schémas locaux d'aménagement du Territoire	7
Plan Stratégique de Développement Régional	0
Plan d'Urbanisme Sectoriel	4
Schéma Directeur d'Urbanisme des communes rurales	84 ⁴

Source : DNAT_2015

² En 2015, aucun recrutement n'a été effectué dans la fonction publique des collectivités territoriales par concours direct dans le cadre de l'administration générale.

³ Ces chiffres sont des sommes de l'ensemble de la situation des schémas et des Cartes élaborés et appuyés par la DNAT.

⁴ En 2015, sept SDU ont été évalués et un validé à Bancoumana

Tableau 10 : Nombre d'agents des Collectivités Territoriales et des services déconcentrés formés par le CFCT par sexe en 2015

Unité : Nombre

Niveau local	Agents				Total présent	Pourcentage de Femmes présentes
	Prévus		Présents			
	Homme	Femme	Homme	Femme		
Agents des Collectivités Territoriales	2504	102	2376	86	2462	3,49
Agents des services déconcentrés	54	11	19	5	24	20,83
Total général	2558	113	2395	91	2486	3,66

Source : CFCT_2015

Tableau 11 : Nombre des élus des collectivités territoriales formés par le CFCT par sexe en 2015

Unité : Nombre

Niveau local	Elus				Total présent	Pourcentage de Femmes présentes
	Prévus		Présents			
	Homme	Femme	Homme	Femme		
Agents des Collectivités Territoriales	700	26	667	14	681	2,06

Source : CFCT_2015

2. RESSOURCES FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Tableau 12 : Montants des engagements DIN et DIC mobilisés par partenaire en 2015

Unité : FCFA

Partenaire	DIN/DIC	Mobilisation	Evolution du taux de mobilisation
AFD – SDNM	467 369 363	452 128 450	97
CTB – PAICT	3 017 402 200	2 966 119 299	98
ETAT-BSI	564 400 000	47 619 563	8,44
ETAT-BSI - CPER	670 225 000	379 208 200	56,58
ETAT-BSI -ABS SANTE	4 004 200 000	3 856 785 006	96,32
FED –SBC	5 108 000 250	4 612 240 547	90
TOTAL	13 831 596 813	12 314 101 065	89,03

Source : ANICT / Rapport d'exécution technique et financière du FNACT_2015

Tableau 13 : Montants des engagements des partenaires et par région en 2015

Unité : millier FCFA

REGIONS	PARTENAIRE						TOTAL
	AFD - SDNM	CTB PAICT	ETAT-BSI	ETAT-BSI - ABS SANTE	ETAT BSI - CPER	FED -SBC	
Kayes	0	1 255 645	100 201	360 000	0	93 940	1 809 785
Koulikoro	0	929 725	29 561	720 000	0	61 944	1 741 230
Sikasso	0	487 250	12 878	720 000	435 113	936 185	2 591 425
Segou	0	0	0	600 000	235 113	1 135 864	1 970 977
Mopti	0	344 782	155 435	495 000	0	883 482	1 878 700
Tombouctou	0	0	266 326	405 000	0	818 988	1 490 314
Gao	0	0	0	270 000	0	530 917	800 917
Kidal	467 369	0	0	270 000	0	535 611	1 272 981
Dist. Bamako	0	0	0	164 200	0	111 069	275 269
Total	467 369	3 017 402	564 400	4 004 200	670 226	5 108 000	13 831 597

Source : ANICT / Rapport d'exécution technique et financière du FNACT_2015

Tableau 14 : Montants des engagements DAT par partenaires en 2015

Unité : FCFA

Engagement	Offre de financement DAT	Pourcentage
UE-SBC	200 000 000	41,00
BN-BSI	290 000 000	59 ,00
Total	490 000 000	100,00

Source : ANICT / Rapport d'exécution technique et financière du FNACT_2015

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 15 : Pourcentage des Collectivités Territoriales se déclarant satisfaites de la disponibilité et de la qualité des appuis des STD par région.⁵

Unité : %

Localité	Nbre de CT sondées	Nbre des enquêtés des CT satisfaits	% de satisfaction des enquêtés des CT
Kayes	6	51	89,50
Koulikoro	9	93	94,90
Sikasso	6	62	98,40
Ségou	15	115	70,10
Mopti	6	52	80,00
Tombouctou	4	32	80,00
Gao	4	37	84,10
Kidal	3	22	66,70
District de Bamako	3	20	60,60
Total	56	484	81,10

Source : DGCT-Enquête de satisfaction des usagers des CT⁶⁵ Les données de ce tableau sont issues de l'enquête de satisfaction des usagers des collectivités et date de 2010

Tableau 16 : Pourcentage de demandes de mise à disposition formulées par les CT et réalisées par les services techniques déconcentrés de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	50,00	50,00
2013	55,00	71,00
2014	60,00	86,00
2015	-	-

Source : DGCT_2015- Budgets Programmes

Tableau 17 : Nombre d'élus et d'agents des Collectivités Territoriales formés par le CFCT de 2012 à 2015

Unité : Nombre

Années	Etats	
	Nombre prévus (cible)	Nombre Réalisés
2012	ND	1 202
2013	ND	824
2014	ND	1 262
2015	7 249	3 805

Source : CFCT_2015- Budgets Programme

Tableau 18 : Délai de notification des droits de tirage aux Collectivités Territoriales de 2012 à 2015

Unité : Nombre de jours

Années	Etats	
	Nombre de jours prévus (cible)	Réalisés
2012	15	15
2013	15	155
2014	15	1
2015	15	3

Source : ANICT_2015- Budgets Programmes

Tableau 19 : Taux de production de documents statistiques et de planification en 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Prévus	Réalisés
2012	100,00	45,00
2013	100,00	75,00
2014	100,00	70,00
2015	100,00	80,00

Source : CPS_2015- Budgets Programmes

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

I. PROGRAMME N°1 : ADMINISTRATION GENERALE ET CONTROLE

Ce programme vise l'amélioration continue du processus de travail du département. La réalisation d'une synergie à tous les niveaux est l'objectif recherché et toutes les ressources doivent concourir à la réalisation de cette synergie.

1. POPULATION DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE

Tableau 20 : Evolution de l'effectif de la population des réfugiés assistés par l'UNHCR-Mali selon le pays d'origine en 2015

Unité : Nombre

Pays d'origine	Début d'année	Augmentation				Diminution						Fin d'année
		Arrivée spontanée			Total	Réinstallation	Décès	Naturalisation	Rapatriement	Autres	Total	
		Individus reconnus	Naissance	Autres								
Burundi	25	0	0	0	0		0			13	13	12
Centrafrique	251	525	3	0	528		2			0	2	777
Congo Brazzaville	30	0	0	0	0		1			4	5	25
Congo Démocratique	280	0	1	0	1		2			75	77	204
Côte d'Ivoire	1142	0	3	0	3		2			510	512	633
Guinée Conakry	3	0	0	0	0		0			3	3	0
Syrie	0	82	0	0	82		0			0	0	82
Mauritanie	12899	0	680	76	756		116			0	116	13539
Rwanda	17	0	0	0	0		0			7	7	10
Togo	10	0	7	0	7		0			3	3	14
Tunisie	1	0	0	0	0		0			0	0	1
Pakistan	5	16	0	0	16		0			0	0	21
Tchad	2	0	0	0	0		0			0	0	2
Erythrée	0	7	0	0	7		0			0	0	7
Gambie	0	1	0	0	1		0			0	0	1
Sri Lanka	0	4	0	0	4		0			0	0	4
Sierra Leone	0	1	0	0	1		0			0	0	1
Total	14 665	636	694	76	1406	0	123	0	0	615	738	15333

Source : CNCR-Rapport annuel de protection_2015

Tableau 21 : Répartition des réfugiés selon la tranche d'âges et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Sexe	Tranche d'âges					Total
	0-4	5-11	12-17	18-59	60 et plus	
Féminin	1202	1880	1243	3092	202	7552
Masculin	1262	2037	1239	2961	282	7781
Total	2464	3923	2498	6023	487	15333

Source : CNCR-Rapport annuel de protection_2015

Tableau 22 : Répartition de la population des réfugiés selon le pays d'origine et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Pays	Sexe		Total	% Féminin
	Féminin	Masculin		
Burundi	7	5	12	58,33
Centrafrique	437	340	777	56,24
Congo Brazzaville	13	12	25	52,00
Congo Démocratique	112	92	204	54,90
Côte d'Ivoire	304	329	633	48,03
Mauritanie	6614	6925	13539	48,85
Rwanda	5	5	10	50,00
Togo	6	8	14	42,86
Tunisie	0	1	1	0,00
Tchad	0	2	2	0,00
Pakistan	13	8	21	61,90
Sierra Leone	0	1	1	0,00
Sri Lanka	2	2	4	50,00
Syrie	35	47	82	42,68
Erythrée	4	3	7	57,14
Gambie	0	1	1	0,00
Total	7552	7781	15333	49,25

Source : CNCR-Rapport annuel de protection_2015

Tableau 23 : Répartition des demandeurs d'asile selon la tranche d'âges et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Sexe	Tranche d'âges					Total
	0-4	5-11	12-17	18-59	60 et plus	
Féminin	34	37	34	103	4	212
Masculin	25	52	23	75	5	180
Total	59	89	57	178	9	392

Source : CNCR-Rapport annuel de protection_2015

Tableau 24 : Répartition de la population des demandeurs d'asile selon le pays d'origine et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Pays	Sexe		Total	% Féminin
	Féminin	Masculin		
Centrafrique	156	117	273	57,14
Congo Brazzaville	0	0	0	0,00
Congo Démocratique	22	18	40	55,00
Gambie	0	0	0	0,00
Cote d'Ivoire	28	38	66	42,42
Ethiopie	0	0	0	0,00
Sierra Leone	0	0	0	0,00
Nigeria	0	1	1	0,00
Rwanda	0	0	0	0,00
Pakistan	0	0	0	0,00
Syrie	5	4	9	55,56
Togo	0	0	0	0,00
Sri Lanka	0	0	0	0,00
Cameroun	0	2	2	0,00
Angola	1	0	1	100,00
Total	212	180	392	54,08

Source : CNCR-Rapport annuel de protection_2015

2. RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Tableau 25 : Nombre d'agents du MATD formés en gestion axée sur les résultats en 2015

Unité : Nombre

Régions	Sexe		Total
	Homme	Femme	
Kayes	1	0	1
Koulikoro	1	0	1
Sikasso	1	0	1
Ségou	8	2	10
Mopti	1	0	1
Tombouctou	1	0	1
Gao	1	0	1
Kidal	1	0	1
District de Bamako	3	0	3
Niveau Central	59	7	66
Ensemble du Pays	77	9	86

Source : DRH/SAG_2015

Tableau 26 : Nombre d'agents du secteur AG ayant obtenu une bourse de formation par sexe en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nationale			Internationale			Total
	Homme	Femme	% Femme	Homme	Femme	% Femme	
Kayes	0	0	-	0	0	0,00	0
Koulikoro	0	0	-	0	0	0,00	0
Sikasso	0	0	-	0	0	0,00	0
Ségou	0	0	-	0	0	0,00	0
Mopti	0	0	-	0	0	0,00	0
Tombouctou	0	0	-	0	0	0,00	0
Gao	0	0	-	0	0	0,00	0
Kidal	0	0	-	0	0	0,00	0
District de Bamako	0	0	-		0	0,00	
Niveau Central	0	0	-	2	0	0,00	2
Ensemble du Pays	0	0	-	2	0	0,00	2

Source : DRH/SAG_2015

Tableau 27 : Effectif du personnel du MATD en 2015

Unité : Nombre

Régions	Sexe		Total
	Homme	Femme	
Kayes	64	45	109
Koulikoro	137	62	199
Sikasso	109	48	157
Ségou	143	44	187
Mopti	208	44	252
Tombouctou	128	33	161
Gao	71	10	81
Kidal	29	03	32
District de Bamako	33	29	62
Niveau Central et organismes personnalisés	266	187	453
Ensemble du Pays	1188	505	1693

Source : DRH/SAG_2015

Tableau 28 : Effectif du personnel du secteur de l'administration générale par département et selon le sexe en 2015

Unité : Nombre

Départements Ministériels	Homme	Femme	Effectif total	% femme
Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat	79	62	141	43,97
Ministère de l'Administration Territoriale	1188	505	1693	29,82
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	181	103	284	36,26
Ministère des Affaires Religieuses et du Culte	61	28	89	31,46
Ministère de la Réconciliation Nationale	42	11	53	20,75
Total	1551	709	2260	31,37

Source : DRH/SAG_2015

3. CONTROLE INTERNE

Tableau 29 : Nombre de missions de l'Inspection de l'Intérieur effectuées auprès des services du département et des collectivités territoriales en 2015

Unité : Nombre

Activités	Prévues	Exécutées	Pourcentage d'exécution
Missions de vérification de gestions	102	18	17,65
Missions de suivi des recommandations	37	22	59,46
Missions de vérification des faits signalés	40	11	27,50
Missions de vérification de performance	4	5	125,00
Missions de contrôles externes des investissements des Collectivités Territoriales dans les régions	4	0	0,00
Total	187	56	29,95

Source : Inspection de l'Intérieur_2015

4. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 30 : Evolution du taux des rapatriés volontaires vers leurs pays d'origine en 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Prévus	Réalisés
2012	60,00	12,10
2013	63,00	1,40
2014	75,00	0,00
2015	80,00	82,00

Source : CNCR_2015-Budgets Programmes

Tableau 31 : Evolution du taux de réalisation des réunions de coordination élargie du cabinet et du comité de pilotage des projets et programmes en 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Prévus	Réalisés
2012	90,00	85,00
2013	90,00	67,00
2014	95,00	75,00
2015	95,00	75,00

Source : Cabinet/MATD_2015- Budgets Programmes

Tableau 32 : Evolution du taux de déconcentration du personnel en 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Prévus	Réalisés
2012	60,00	12,10
2013	63,00	1,40
2014	75,00	0,00
2015	62,00	76,70

Source : DRH/SAG_2015- Budgets Programmes

Tableau 33 : Evolution du taux de déconcentration budgétaire en 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Prévus	Réalisés
2012	10,00	5,90
2013	12,00	3,10
2014	13,00	9,00
2015	14,00	12,00

Source : DFM/MATD-DGB-2015- Budgets Programmes

II. PROGRAMME N°II : ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Ce programme assure l'administration du territoire à travers la mise en œuvre et le contrôle des politiques relatives à : l'organisation générale du territoire ; l'organisation des élections ; la gestion de l'état civil; la promotion des libertés publiques ; la gestion des risques et des conflits.

1. VIE POLITIQUE ET ASSOCIATIVE

Tableau 34 : Evolution du nombre des partis politiques et des associations politiques de 2011 à 2015

Unité : Nombre

Libellé \ Années	2011	2012	2013	2014	2015
Partis politiques	132	138	165	174	178 ⁷
Associations	22 238	22 299	22 431	22 628	22 657 ⁸
Le nombre de parti politique ayant bénéficié d'une subvention de l'Etat	-	41	38	47	56

Source : DGAT_2015

Tableau 35 : Evolution du taux de participation aux élections législatives partielles Commune V du District de Bamako en 2015

Libellé	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
1 ^{er} tour	245 025	19 645	8 ,02
2 ^e tour	245025	24 771	10,11

Source : DGAT_2015

Tableau 36 : Nombre de partis politiques et de députés à l'Assemblée Nationale en 2015

Unité : Nombre

Libellé	2015
Partis à l'Assemblée Nationale	19
Députés à l'Assemblée Nationale	147
Femmes députés à l'Assemblée Nationale	15

Source : AN-2015

⁷En 2015, la DGAT a observé la création de quatre partis politiques.

⁸courant 2015, la DGAT a enregistré ce nombre cité ci-dessus et qui est réparti comme suit : associations nationales (26) et étrangères (03)

Tableau 37 : Répartition des députés par sexe, par parti politique et indépendants en 2015

Unité : Nombre

Partis Politiques /Indépendants	Sexe		Total	% féminin
	Féminin	Masculin		
Rassemblement Pour le Mali (RPM)	11	55	66	16,67
Union pour la République et la Démocratie (URD)	0	17	17	0,00
Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ)	3	13	16	18,75
Forces Alternatives pour le Renouveau et l'Emergence (FARE An ka Wuli)	0	6	6	0,00
Convergence pour le Développement au Mali (CODEM)	0	5	5	0,00
Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI)	0	5	5	0,00
Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID)	1	3	4	25,00
Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA)	0	3	3	0,00
Parti pour le Développement Economique et la Solidarité (PDES)	0	3	3	0,00
Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR)	0	3	3	0,00
Alliance pour la Solidarité au Mali (ASMA)	0	3	3	0,00
Alliance Démocratique pour la Paix (ADP-MALIBA)	0	2	2	0,00
Convention Sociale-démocrate (CDS)	0	2	2	0,00
Mouvement pour l'Indépendance, la Renaissance et l'Intégration Africaine (MIRIA)	0	2	2	0,00
Union Malienne du Rassemblement Démocratique Africain (UM RDA Faso Jigi)	0	2	2	0,00
YELEMA, le Changement	0	1	1	0,00
Union pour la Démocratie et le Développement (UDD)	0	1	1	0,00
Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali (PRVM / FASO-KO)	0	1	1	0,00
Alliance Pour le Mali (APR)	0	1	1	0,00
Indépendants	0	4	4	0,00
Total	15	132	147	10,20

Source : AN_2015

Tableau 38 : Nombre d'Associations signataires d'Accord Cadre avec l'Etat ayant déposé un rapport annuel de 2011 à 2015

Années	Nombre d'Associations agréés	Nombre d'Associations agréés ayant déposé un rapport annuel	Pourcentage des Associations agréés ayant déposé un rapport annuel
2011	1 251	501	40,05
2012	1 263	311	24,62
2013	1 296	320	24,69
2014	1 321	473	35,81
2015	1 350	471 ⁹	34,00

Source : Rapport d'activités_DGAT_2015

⁹Les ASACE qui ont déposé dans le délai sont de 370 et 101 hors délais.

Tableau 39 : Nombre d'Associations de promotion de la Femme et de l'Enfant Signataires d'Accord Cadre avec l'Etat ayant déposé un rapport annuel de 2011 à 2015

Années	Nombre d'ayant déposé un rapport annuel	Nombre d'Associations féminines	Pourcentage des Associations féminines de promotion de la Femme et de l'Enfant ayant déposé un rapport annuel
2011	501	107	21,36
2012	311	97	31,19
2013	320	ND	ID
2014	473	41	8,67
2015	471	44	9,59

Source : Rapport d'activités_DGAT_2015

Tableau 40 : Montant des réalisations financières effectuées par les Associations Signataires d'Accord Cadre avec l'Etat selon le domaine d'activités en 2015

Unité : millions de FCFA

Domaines d'interventions	Répartition par statut des ASACE				Total
	Nationales		Etrangères		
	Montant	%	Montant	%	
Economie Rurale	2 269 272	6,00	4 445 153	12,00	6 714 425
Secteur Secondaire	1 132 753	3,00	1 365 899	4,00	2 498 652
Infrastructures et Travaux Publics	2 852 096	8,00	419 838	1,00	3 271 934
Ressources Humaines	8 481 453	24,00	14 983 548	42,00	23 465 000
Total	14 735 574	41,00	21 214 438	59,00	35 950 011

Source : Bilan Financier/DGAT_2015

Tableau 41 : Effectifs des Chefs de Circonscription Administrative de l'Etat par région et selon le sexe

Unité : Nombre

Régions	Gouverneur		Total	%	Préfet		Total	%	Sous Préfet		Total	%
	H	F			Femmes	H			F	H		
Kayes	1	0	1	0,00	14 ¹⁰	0	14	0,00	44 ¹¹	5	49	10,20
Koulikoro	1	0	1	0,00	14	0	14	0,00	35	4	39	10,26
Sikasso	1	0	1	0,00	14	0	14	0,00	40	6	46	13,04
Ségou	1	0	1	0,00	14	0	14	0,00	36	3	39	7,69
Mopti	1	0	1	0,00	16	0	16	0,00	54	1	55	1,82
Tombouctou	1	0	1	0,00	10	0	10	0,00	31	0	31	0,00
Gao	1	0	1	0,00	8	0	8	0,00	16	0	16	0,00
Kidal	1	0	1	0,00	8	0	8	0,00	10	0	10	0,00
Dist. Bamako ¹²	0	1	1	100,00	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	8	1	9	11,11	98	0	98	0,00	285	19	285	6,67

Source : Rapport d'activités_DGAT_2015

¹⁰Le chiffre correspond au nombre de cercle multiplié par deux, car chaque préfet à deux adjoints dont, le 1er adjoint assiste le préfet. En d'autres termes, il y a trois préfets par cercle. Mais le 2e adjoint est compté avec les sous-préfets puisqu'il gère un arrondissement central.

¹¹Cette partie explique que dans chaque arrondissement, il y a un sous-préfet.

¹²Les cases de Bamako explique la non existence des préfets et sous-préfets.

Tableau 42 : Nombre de mariages enregistrés par région et selon le type en 2015

Unité : Nombre

Régions	Mariage			Total
	Polygamie	Monogamie	Non Dg	
Kayes	2660	278	0	2938
Koulikoro	4322	2231	0	6553
Sikasso	8635	916	0	9551
Ségou	4047	208	28	4283
Mopti	1715	111	1185	3011
Tombouctou	ND	ND	ND	-
Gao	29	0	234	263
Kidal	ND	ND	ND	-
Dist. Bamako	15819	2375	0	18194
Total	37 227	6 119	1 447	44 793

Source : DNEC/MATD_2015 Non Dg : Non désagrégé

Tableau 43 : Nombre d'enfants enregistrés à la naissance par région et selon le sexe en 2015

Unité : Nombre

Régions	Naissances			Total
	M	F	Non Dg	
Kayes	34 838	31 431	0	66 269
Koulikoro	31 750	32 397	0	64147
Sikasso	34 443	33 218	0	67 661
Ségou	26 489	24 720	535	51 744
Mopti	9818	8 930	23159	41 907
Tombouctou	ND	ND	ND	-
Gao	775	703	8042	9 520
Kidal	ND	ND	0	-
Dist. Bamako	43997	43024	0	8 7021
Total	182 110	174 423	31736	388 269

Source : DNEC/MATD_2015

Non Dg : Non désagrégé

Tableau 44 : Nombre de décès enregistrés par région et selon le sexe en 2015

Unité : Nombre

Régions	Décès			Total
	M	F	Non Dg	
Kayes	854	543	0	1397
Koulikoro	729	494	0	1223
Sikasso	1073	788	0	1861
Ségou	1025	789	21	1835
Mopti	392	279	1069	1740
Tombouctou	ND	ND	ND	-
Gao	9	3	125	137
Kidal	ND	ND	ND	-
Dist. Bamako	4445	3198	0	7643
Total	8 527	6 094	1 215	15 836

Source : DNEC/MATD_2015

Tableau 45 : Pourcentage des personnes disposant d'un Identifiant Unique (NINA) en 2015

Régions	Personnes disposant un NINA		Total	% de Femmes disposant un NINA
	Homme	Femme		
Kayes	926 538	914033	1840601	49,65
Koulikoro	1 133 134	1 092 788	2 225 922	49,09
Sikasso	1 388 602	1 374 058	2 762 660	49,74
Ségou	1 221 340	1 178 789	2 400 129	49,11
Mopti	1 082 017	1 030 948	2 112 965	48,79
Tombouctou	377 913	360 306	738 219	48,81
Gao	303 859	278 499	582 358	47,82
Kidal	45 078	33 774	78 852	42,83
District de Bamako	1 020 919	896 499	1 917 418	46,76
Hors Pays	315 270	150 675	465 945	32,34
Ensemble du Pays	7 814 670	7 310 399	15 125 069	48,33

Source : CTDEC/DNEC_2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 46 : Evolution du taux d'ASACE fonctionnelles de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Nombre d'Associations agréés	Etats	
		Prévus	Réalisés
2012	1 263	100,00	42,60
2013	1 296	100,00	40,00
2014	1 321	100,00	45,00
2015	1 350	100,00	50,00

Source : DGAT_2015- Budgets Programmes

Tableau 47 : Evolution du taux d'ASACE suivies et évaluées de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Nombre d'Associations agréés	Etats	
		Prévus	Réalisés
2012	1 263	100,00	42,60
2013	1 296	100,00	100,00
2014	1 321	100,00	85,00
2015	1 350	100,00	50,00

Source : DGAT_2015- Budgets Programmes

Tableau 48 : Evolution du taux de scrutins validés de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2012	ND	ND
2013	100,00	100,00
2014	100,00	100,00
2015	100,00	100,00

Source : DGAT_2015- Budgets Programmes

Tableau 49 : Pourcentage des centres d'état civil fonctionnels de 2012 à 2015

Unité : %

Centres d'état civil	Années	Etats	
		Taux prévus (cible)	Taux réalisés
Centres principaux	2012	100,00	100,00
	2013	100,00	100,00
	2014	100,00	98,40
	2015	100,00	100,00
Centres secondaires	2012	100,00	100,00
	2013	100,00	100,00
	2014	100,00	95,00
	2015	100,00	100,00
Centres de déclaration	2012	85,00	82,00
	2013	85,00	85,00
	2014	85,00	50,00
	2015	90,00	86,00

Source : DNEC/MAT_2015- Budgets Programmes

Tableau 50 : Evolution du nombre d'enregistrement des Naissances de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Nombre des naissances	Etats	
		Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	538 628	80,00	80,00
2013	332 352	85,00	83,00
2014	359 677	90,00	90,00
2015	391 526	98,00	95,00

Source : DNEC/MATD_2015- Budgets Programmes

Tableau 51 : Pourcentage de personnes disposant d'un Identifiant Unique (NINA) de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	95,00	93,00
2013	95,00	90,00
2014	95,00	96,00
2015	98,00	97,00

Source : DNEC/CTDEC_2015- Budgets Programme

III. PROGRAMME N°III : GESTION COMMUNE DES FRONTIERES ET COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Il s'agit de mettre en œuvre une politique de gestion commune des frontières dans la perspective d'une intégration de proximité, d'un développement harmonieux des zones frontalières et d'une matérialisation consensuelle desdites frontières.

1. SITUATION DES FRONTIERES AVEC LES PAYS LIMITROPHES

Tableau 52 : Nombre de rencontres périodiques entre les autorités frontalières maliennes et leurs homologues des pays limitrophes et le nombre de litiges enregistrés en 2015

Unité : Nombre

Pays frontaliers	Rencontres tenues	Litiges enregistrés	Litiges résolus	Traités ou accords conclus	Traités signés
Algérie	0	0	0	0	0
Burkina Faso	9	0	0	2	0
Côte d'Ivoire	3	1	1	0	0
Guinée Conakry	3	2	2	0	0
Mauritanie	2	0	0	0	0
Niger	0	0	0	0	0
Sénégal	6	1	0	0	0
Total	23	4	3	2	0

Source : DNF_2015

Tableau 53 : Statistiques sur le bornage des frontières en 2015

Unité : Km

Pays frontaliers	Km partagé	Nombre de Km bornés	Km restant à Borner	% de km bornés
Algérie	1 300	1 300	0	100,00
Burkina Faso	1 303	1 303	0	100,00
Côte d'Ivoire	532	0	532	0,00
Guinée Conakry	906	0	906	0,00
Mauritanie	2 140	0	2 140	0,00
Niger	900	0	900	0,00
Sénégal	480	0	480	0,00
Total	7 561	2 603	4 958	34,43

Source : DNF_2015

NB : le nombre de Km partagés cités ci-dessus est la distance officielle qui sépare le Mali et les Pays limitrophes et le nombre de Kms bornés est le cumul depuis les travaux de bornage.

Tableau 54 : Evolution du taux de réalisations des projets dans les zones frontalières en 2015

Unité : Nombre

Période	Projets		% de réalisation
	Prévus	Réalisés	
2012	4	0	0,00
2013	3	2	80,00
2014	7	7	100,00
2015	5	4	80,00
Total	19	13	68,42

Source : DNF_2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 55 : Evolution du taux de réalisation des rencontres périodiques entre autorités frontalières de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	16,60	38,50
2014	19,20	69,20
2015	100,00	70,00

Source : DNF_2015- Budgets Programmes

Tableau 56 : Evolution du taux de réalisation de projets intégrateurs de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	10,00	20,00
2014	15,00	40,00
2015	15,00	38,00

Source : DNF_2015- Budgets Programmes

Tableau 57 : Evolution du taux de satisfaction des besoins en infrastructures et équipements de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	25,00	33,30
2014	30,00	33,30
2015	40,00	38,00

Source : DNF_2015- Budgets Programmes

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

I. PROGRAMME N°1 : ADMINISTRATION GENERALE

Ce programme s'articule autour de la conduite de l'élaboration des politiques en matière du Travail de Fonction Publique, des relations avec les institutions et de gestion des ressources matérielles et financières du département.

1. BUDGET DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU DÉPARTEMENT

Tableau 58 : Montant d'exécution du budget par région en 2015

Unité : FCFA

Localité	Crédits alloués	Crédits exécutés	Pourcentage
Kayes	36 856 000	35 456 000	96,20
Koulikoro	35 112 000	33 712 000	96,01
Sikasso	41 372 000	39 972 000	96,62
Ségou	67 892 000	66 492 000	97,94
Mopti	32 230 000	30 830 000	95,66
Tombouctou	36 092 000	34 692 000	96,12
Gao	38 635 000	37 235 000	96,38
Kidal	10 209 000	8 809 000	86,29
District de Bamako	89 855 000	88 455 000	98,44
Total	355 770 000	279 835 000	78,65

Source : DFM/MTFPRE-2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 59 : Pourcentage des conflits collectifs gérés avec succès de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Nombre de conflits collectifs	Etats	
		Taux prévus (cible)	Réalisées
2012	44	50,00	54,00
2013	20	55,00	55,00
2014	21	57,00	46,00
2015	19	52,00	60,00

Source : Cabinet/MTFPRE-2015- Budgets Programmes

Tableau 60 : Evolution du taux d'exécution du programme d'activité genre du département de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	0,00	0,00
2013	0,00	0,00
2014	0,00	0,00
2015	60,00	60,00

Source : DNFP-2015- Budgets Programmes

Tableau 61 : Evolution du taux d'exécution du plan d'équipement de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	51,00	47,00
2014	60,00	49,00
2015	84,00	59,00

Source : DFM/MTFPRE-2015- Budgets Programmes

Tableau 62 : Evolution du taux d'exécution du programme d'activité de renforcement des relations avec les institutions de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	53,00	47,00
2014	54,00	40,00
2015	60,00	60,00

Source : Cabinet/MTFPRE-2015- Budgets Programmes

Tableau 63 : Pourcentage de projets de loi adoptés par l'Assemblée Nationale de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	81,00	56,00
2014	87,00	76,00
2015	60,00	66,00

Source : Cabinet/MTFPRE-2015- Budgets Programmes

II. PROGRAMME N°II : AMELIORATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE L'ETAT

Ce programme fournit les éléments de la politique nationale de gestion des agents de l'Etat.

1. PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Tableau 64 : Répartition du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat selon la Catégorie et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Catégories	Sexe		Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
A	12 950	82,87	2 676	17,13	15 626	27,58		
B2	9 159	66,69	4 575	33,31	13 734	24,24		
B1	2 995	46,20	3 487	53,80	6 482	11,44		
C	5 190	68,72	2 362	31,28	7 552	13,33		
Contractuel	9 020	67,97	4 251	32,03	13 271	23,42		
Total	39 314	69,38	17 351	30,62	56 665	100,00		

Source : Base de données-DNFPP_2015

Tableau 65 : Répartition de l'effectif du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat par région et statut selon la catégorie en 2015¹³

Unité : Nombre

Régions	Statut	Contractuels	Fonctionnaires					Total Général
			A	B2	B1	C	Total	
Extérieur		927	204	13	28	11	256	1183
Kayes		564	617	1 215	397	379	3 172	3 172
Koulikoro		941	1 020	1 796	498	549	4 804	4 804
Sikasso		927	917	1 681	545	577	4 647	4 647
Ségou		627	760	1 435	435	480	3 737	3 737
Mopti		537	642	1 010	362	389	2 940	2 940
Tombouctou		562	314	454	136	382	1 848	1 848
Gao		487	291	500	179	237	1 694	1 694
Kidal		134	103	65	49	53	404	404
Bamako		7 565	10 758	5 565	3 853	4 495	32 236	32 236
Total		13 271	15 626	13 734	6 482	7 552	55 738	56 665

Source : Base de données-DNFPP_2015

¹³ Ces données ne peuvent être désagrégées au niveau central.

Tableau 66 : Répartition du personnel de la Fonction Publique de l'Etat par position statutaire et selon le sexe en 2015

Unité : Nombre

Positions	Sexe	Masculin	Féminin	Total
Activité		37 234	16 734	53 968
Congé maladie		1 416	459	1 875
Congé formation		5	4	9
Congé spécial		4	1	5
Détachement longue durée		46	11	57
Détachement courte durée		12	2	14
Détachement fonctions politiques		245	35	280
Disponibilité		295	92	387
Suspension administrative		43	13	56
Suspension pour détournement		14	0	14
Total		39 314	17 351	56 665

Source : Base de données-DNFPP_2015

Tableau 67 : Répartition des agents de la Fonction Publique de l'Etat selon la position statutaire et le régime en 2015

Unité : Nombre

Positions	Contractuel						Fonctionnaire		Total
	CDD	CDI	Mission diplomatique	Décisionnaire	Indemnitare	Prestation de service	Stagiaire	Titulaire	
Activité	21	1 347	843	12 257	722	166	3 776	34 836	53 968
Congé formation	0	5	0	1	0	0	20	1 849	1 875
Congé maladie	0	0	0	1	0	0	1	7	9
Congé spécial	0	0	0	0	0	0	0	5	5
Détachement courte durée	0	0	0	0	0	0	1	56	57
Détachement fonction politique	0	0	0	1	0	0	0	13	14
Détachement longue durée	0	0	0	0	0	0	0	280	280
Disponibilité	0	11	0	61	0	0	4	311	387
Suspension	0	7	0	9	0	0	18	22	56
Suspension pour détournement	0	0	0	0	0	0	0	14	14
Total	21	1 370	843	12 330	722	166	3 820	37 393	56 665

Source : Base de données-DNFPP-2015

Tableau 68 : Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon le régime et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Régimes	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Contractuel à durée déterminée	18	85,71	3	14,29	21	0,04
Contractuel à durée indéterminée	981	71,61	389	28,39	1 370	2,42
Contractuel de mission diplomatique	567	67,26	276	32,74	843	1,49
Contractuel décisionnaire	8 250	66,91	4 080	33,09	12 330	21,76
Contractuel indemnitaire	588	81,44	134	18,56	722	1,27
Contractuel prestataire de service	138	83,13	28	16,87	166	0,29
Fonctionnaire stagiaire	2 596	67,96	1 224	32,04	3 820	6,74
Fonctionnaire titulaire	26 176	70,00	11 217	30,00	37 393	65,99
Total	39 314	69,38	17 351	30,62	56 665	100,00

Source : Base de données-DNFPP-2015

Tableau 69 : Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon le régime, et la catégorie en 2015

Unité : Nombre

Régimes	Catégorie					Total
	A	B2	B1	C	D et E	
Contractuel à durée déterminée	7	0	0	1	13	21
Contractuel à durée indéterminée	107	0	0	187	1 076	1 370
Contractuel de mission diplomatique	22	0	0	0	821	843
Contractuel décisionnaire	30	3	1	1 655	10 641	12 330
Contractuel indemnitaire	42	0	0	1	679	722
Contractuel prestataire de service	126	0	0	0	40	166
Fonctionnaire stagiaire	814	1 057	695	1 254	0	3 820
Fonctionnaire titulaire	14 478	12 674	5 786	4 454	1	37 393
Total	15 626	13 734	6 482	7 552	13 271	56 665

Source : Base de données-DNFPP-2015¹⁴¹⁴Cet effectif du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat est le contenu de la base de données de la DNFPP à la date du 31/12/2015

Tableau 70 : Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon le statut en 2015

Unité : Nombre

Statut	Effectifs	Pourcentage
Fonctionnaire	41 212	72,73
Contractuel	15 453	27,27
Total	56 665	100,00

Source : Base de données-DNFPP-2015

Tableau 71 : Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon la région et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Regions	Sexe		% femme	Total
	Homme	Femme		
Extérieur	755	428	36,18	1 183
Kayes	2 517	655	20,65	3 172
Koulikoro	3 434	1 370	28,52	4 804
Sikasso	3 391	1 256	27,03	4 647
Ségou	2 803	934	24,99	3 737
Mopti	2 374	566	19,25	2 940
Tombouctou	1 545	303	16,40	1 848
Gao	1 417	277	16,35	1 694
Kidal	371	33	8,17	404
Bamako	20 707	11 529	35,76	32 236
Total	39 314	17 351	30,62	56 665

Source : Base de données-DNFPP-2015

2. SITUATION DU RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT

Tableau 72 : Répartition des candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par catégorie en 2015

Unité : Nombre

Catégorie	Inscrit			Présent			Poste ouvert			Admis		
	MDR ¹⁵	Général ¹⁶	Total	MDR	Général	Total	MDR	Général	Total	MDR	Général	Total
A	192	1 458	1 650	172	1 265	1 437	55	125	180	55	109	164
B2	936	5 658	6 594	874	4 471	5 345	89	237	326	89	225	314
B1	-	10 917	10 917	-	10 102	10 102	-	150	150	-	146	146
C	747	13 743	14 490	708	12 440	13 148	218	245	463	218	243	461
Total	1 875	31 776	33 651	1 754	28 278	30 032	362	757	1 119	362	723	1 085

Source : CNCFP/2015

¹⁵ Concours direct pour le compte du Ministère du Développement Rural pour soutenir la campagne agricole 2014-2015.

¹⁶ Concours direct concernant tous les cadres conformément au Décret n°05-164/P-RM du 6 avril 2005 fixant les modalités d'application du Statut Général des Fonctionnaires, notamment en ses articles 34 et suivants.

Tableau 73 : Répartition des candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par sexe en 2015

Unité : Nombre

Sexe	Inscrit			Présent			Admis		
	MDR	Général	Total	MDR	Général	Total	MDR	Général	Total
Homme	1 404	15 742	17 146	1 306	13 673	14 979	287	464	751
Femme	471	16 034	16 505	448	14 605	15 053	75	259	334
Total	1875	31 776	33 651	1 754	28 278	30 032	362	723	1 085
% Femme	25,12	50,46	49,05	25,54	51,65	50,12	20,72	35,82	30,78

Source : CNCFP/2015

Tableau 74 : Répartition des candidats admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par centre et par sexe en 2015

Unité : Nombre

Centre	Homme		%Homme		Femme		% Femme		Total	
	MDR	Général	MDR	Général	MDR	Général	MDR	Général	MDR	Général
Bamako	287	358	79,28	49,52	75	204	20,72	28,22	362	562
Kayes	-	14	-	1,29	-	3	-	0,28	-	17
Sikasso	-	32	-	2,95	-	4	-	0,37	-	36
Ségou	-	30	-	2,76	-	16	-	1,47	-	46
Mopti	-	24	-	2,21	-	29	-	2,67	-	53
Gao	-	6	-	0,55	-	3	-	0,28	-	9
Total	287	464	79,28	64,18	75	259	20,72	35,82	362	723

Source : CNCFP/2015

Tableau 75 : Répartition des candidats handicapés admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par catégorie et par sexe en 2015

Unité : Nombre

Catégorie	Sexe						Total
	Homme			Femme			
	MDR	Général	Total H	MDR	Général	Total F	
A	0	0	0	0	1	1	1
B2	0	3	3	0	1	1	4
B1	0	1	1	0	3	3	4
C	1	2	3	0	0	0	3
Total	1	6	7	0	5	5	12

Source : CNCFP/2015

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 76 : Proportion de données harmonisées entre le fichier solde (BCS) et le fichier Administratif de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	95,00	65,00
2013	95,00	65,00
2014	95,00	100,00
2015	80,00	100,00

Source : DNFPP-2015- Budgets Programmes

Tableau 77 : Pourcentage d'agents recrutés conformément aux profils exigés par les cadres organiques des services publics et budgétairement autorisés de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	85,00	25,00
2013	90,00	45,50
2014	95,00	30,00
2015	48,00	21,50

Source : CNCFP/2015- Budgets Programmes

Tableau 78 : Evolution du taux d'exécution du programme de formation des agents de l'Etat de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	50,00	40,00
2014	60,00	55,20
2015	80,00	70,00

Source : DNFPP-2015

III. PROGRAMME N°III : AMELIORATION DU CADRE LEGISLATIF DU TRAVAIL

Ce programme vise l'amélioration du cadre législatif du travail.

1. SITUATION DU PERSONNEL RÉGI PAR LE CODE DU TRAVAIL

Tableau 79 : Nombre de conflits collectifs gérés avec succès par région en 2015

Unité : Nombre

Localité	Nombre de conflits survenus	Nombre de conflits sociaux gérés avec succès	% conflits sociaux gérés avec succès
Kayes	7	5	71,43
Koulikoro	1	0	0,00
Sikasso	2	0	0,00
Ségou	4	4	100,00
Mopti	0	0	—
Tombouctou	1	0	0,00
Gao	6	5	83,33
Kidal	0	0	—
District de Bamako	12	10	83,33
Total	33	24	72,73

Source : DNT-2015

Tableau 80 : Visas de contrat de travail par région et par types de contrat selon le sexe en 2015

Unité : Nombre

Régions	Contrats à durée déterminée			Contrats à durée indéterminée		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	786	175	961	933	187	1120
Koulikoro	543	110	653	479	90	569
Sikasso	1 376	243	1619	662	148	810
Ségou	1 361	174	1535	361	80	441
Mopti	964	255	1219	362	83	445
Tombouctou	968	182	1150	79	20	99
Gao	944	184	1128	111	15	126
Kidal	14	0	14	28	0	28
Bamako	8 208	2 174	10 382	2 020	472	2492
Total	15164	3497	18661	5035	1095	6130

Source : Rapport d'activités 2015/DNT

Tableau 81 : Visas de contrat des travailleurs expatriés par zones en 2015

Unité : Nombre

Zones	Sexe		Total
	Homme	Femme	
CEDEAO	386	54	440
Amériques	45	6	51
Europe	74	31	105
Asie, Proche et Moyen-Orient	76	4	80
Australie	13	1	14
Autres Pays d'Océanie	5	0	5
Autres pays d'Afrique	165	15	180
Total	764	111	875

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

Tableau 82 : Nombre de litiges individuels par région selon le mode de règlement en 2015

Unité : Nombre

Régions	Litiges soumis	Litiges réglés en conciliation	Litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	272	246	26	0
Koulikoro	120	99	11	10
Sikasso	86	24	62	0
Ségou	134	14	107	13
Mopti	18	10	7	1
Tombouctou	42	39	3	0
Gao	41	20	21	0
Kidal	ND	ND	ND	ND
Bamako	2481	1353	1128	0
Total	3194	1805	1365	24

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

Tableau 83 : Ventilation des litiges individuels par nature et selon le mode de règlement en 2015

Unité : Nombre

Nature des litiges	Soumis	Réglés en conciliation	Transmis au tribunal du travail	Instance
Salaires	632	239	389	4
Préavis	602	332	269	1
Heures supplémentaires	252	168	84	0
Repos hebdomadaire	1	0	1	0
Bulletin de Paie	12	12	0	0
Indemnités de déplacement	3	0	3	0
Indemnités de précarité	43	23	17	3
Congés payés	618	366	248	4
Maladies	1	1	0	0
Licenciements et indemnités de licenciement	664	409	246	9
Certificats de travail	366	209	156	1
Cotisations INPS	37	19	18	0
Domages-intérêts	160	12	148	0
Indemnités spéciales	112	69	43	0
Reprise des relations de travail	5	1	4	0
Départ négocié	8	8	0	0
Divers	218	123	93	2
Total	3734	1420	1719	24

Source : DNT/Rapport d'activités 2015

Tableau 84 : Répartition du nombre de conflits collectifs par région selon la qualification professionnelle et le nombre de travailleurs impliqués en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nombre de conflits	Catégories professionnelles			
		Cadres supérieurs	Cadres moyens	Ouvriers	Mancœuvres
Kayes	7	ND	ND	ND	ND
Koulikoro	1	ND	30	90	60
Sikasso	2	593	ND	ND	ND
Ségou	4	ND	ND	ND	ND
Mopti	0	ND	ND	ND	ND
Tombouctou	1	ND	ND	ND	ND
Gao	6	1	5	3	1
Kidal	0	ND	ND	ND	ND
District de Bamako	12	ND	ND	ND	ND
Total	33	594	35	93	61

Source : DNT/Rapport d'activités 2015

Tableau 85 : Nombre d'accidents et Incapacités de travail selon la région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Accidents	Enquêtes	Personnes tuées	Incapacité				
				IT : 1 à 4j	IP/t 10% de 5j à 1 mois	IP/t 11% de plus 1 mois	IPP 100%	sans arrêt de travail
Kayes	40	32	ND	3	5	13	9	10
Koulikoro	25	20	0	3	15	6	0	1
Sikasso	21	21	ND	4	7	6	ND	4
Ségou	148	44	0	133	8	6	1	0
Mopti	3	ND	ND	1	2	ND	ND	ND
Tombouctou	1	ND	ND	1	ND	ND	ND	ND
Gao	3	3	1	ND	ND	ND	2	ND
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Bamako	166	166	6	27	65	40	5	23
Total	407	286	7	172	102	71	17	38

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

IP : Incapacité Permanente ; IP/t : Incapacité partielle Temporaire ; IPP : Incapacité Partielle Permanente ; IT : Incapacité Temporaire

Tableau 86 : Nombre des délégués élus par le personnel par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Etablissements concernés	Travailleurs intervenus	Délégués élus	
			Titulaires	Suppléants
Kayes	8	3 293	30	30
Koulikoro	7	710	21	21
Sikasso	5	1 062	25	25
Ségou	1	28	2	2
Mopti	5	118	8	8
Tombouctou	4	114	6	6
Gao	4	56	4	4
Kidal	-	-	-	-
District de Bamako ¹⁷	ND	ND	ND	ND

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

Tableau 87 : Nombre de dérogation à la durée légale du travail par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Etablissements concernés	Travailleurs touchés
Kayes	6	2 786
Koulikoro	8	518
Sikasso	10	1 253
Ségou	7	143
Mopti	ND	ND
Tombouctou	ND	ND
Gao	ND	ND
Kidal	ND	ND
District de Bamako	ND	ND
Total	31	4 700

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

Tableau 88 : Comparatif du nombre des accidents de travail par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Accidents		Ecart annuel
	2014	2015	
Kayes	69	40	-29
Koulikoro	33	25	-8
Sikasso	22	21	-1
Ségou	71	148	77
Mopti	4	3	-1
Tombouctou	8	1	-7
Gao	Néant	3	3
Kidal	Néant	Néant	-
District de Bamako	168	166	-2
Total	375	407	32

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

¹⁷Les ND, la DRT du District de Bamako n'a pas été sollicité que les Etablissements concernés du District n'ont pas fait appel à l'inspection du travail.

Tableau 89 : Nombre d'Établissements visités et ventilation des Infractions par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nbre d'Établissements visités	Nbre de Travailleurs	Infractions relevées								
			Salaires et accessoires	Registres réglementaires	Déclarations réglementaires	Contrats	Durée du Travail	Délégué du personnel	Médecine du Travail	Hygiène et sécurité au travail	Autres ¹⁸
Kayes	17	688	05	36	196	05	ND	10	85	11	20 h
Koulikoro	86	1 407	528	239	651	1 956	ND	56	1 190	1 130	179 h
Sikasso	82	1 424	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	408 h
Ségou	59	2 429	376	150	2 140	379	56	72	1 537	562	139 h
Mopti	54	818	83	153	157	42	ND	204	5	5	192 h
Tombouctou	32	701	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Gao	55	1001	03	04	04	02	02	04	02	02	ND
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Dict. Bamako	378	4 840	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Total	763	13308	995	582	3148	2384	58	346	2819	1710	938

Source : DNT/ Rapport d'activités 2015

¹⁸ Il s'agit des infractions relatives aux bulletins de paie, au règlement intérieur etc.

Tableau 90 : Nombre de licenciement des travailleurs selon la région et le motif du licenciement en 2015

Unité : Nombre

Régions	Motif du licenciement						Total
	Compression / Fin activités	Fautes professionnelles / Mauvaise manière de servir / Manque de confiance / Insécurité	Abandon/ Démission	Motif économique	Décès et maladies	Fautes lourdes Vol	
Kayes	81	58	34	312	12	7	504
Koulikoro	48	50	16	0	0	6	120
Sikasso	735	0	40	10	0	8	793
Ségou	31	19	15	-	0	6	71
Mopti	0	8	0	12	0	0	20
Tombouctou	24	3	2	-	0	0	29
Gao	15	5	6	14	0	1	41
Kidal	ND	ND	ND	1	ND	ND	1
Bamako	470	0	0	111	0	0	581
Total	1404	143	113	460	12	28	2 160

Source : DNT/Rapport d'activité 2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 91 : Pourcentage des conflits de travail gérés (Conflits individuels) de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	100,00	60,00
2013	100,00	45,00
2014	100,00	65,00
2015	75,00	85,00

Source : DNT-2015- Budgets Programmes

Tableau 92 : Pourcentage des conventions collectives et accords d'établissement relus et adoptés de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	25,00	20,00
2013	30,00	20,00
2014	40,00	67,00
2015	77,00	33,00

Source : DNT-2015- Budgets Programmes

Tableau 93 : Pourcentage des agents non fonctionnaires reclassés (femmes) de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	90,00	80,00
2013	60,00	50,00
2014	60,00	30,80
2015	65,00	50,00

Source : DNT-2015- Budgets Programmes

Tableau 94 : Evolution du taux de progression des établissements contrôlés de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	10,00	13,00
2013	ND	ND
2014	20,00	82,00
2015	92,00	35,00

Source : DNT-2015- Budgets Programmes

Tableau 95 : Pourcentage d'inspecteurs ou de contrôleurs du travail formés (femmes) de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	60,00	38,00
2013	65,00	57,00
2014	70,00	96,00
2015	50,00	65,00

Source : DNT-2015- Budgets Programme

IV. PROGRAMME N°IV : REFORMES ADMINISTRATIVES ET INSTITUTIONNELLES

Élaborer les éléments de la politique nationale de modernisation de l'Etat et assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre.

1. ACTIONS DE FORMATION DANS LE CADRE DU PDI DE LA FONCTION PUBLIQUE

Tableau 96 : Nombre de cadres de l'Etat ayant reçus une formation de longue durée par année et par sexe selon la filière en 2015

Unité : Nombre

Filière Années	GRH		GAR		ACI		Statistique		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
2011	8	4	0	0	0	0	0	0	12
2012	0	0	8	3	0	1	0	0	12
2013	4	4	0	0	0	0	0	0	8
2014	0	0	3	3	0	0	0	0	6
2015	3	4	3	0	0	0	2	0	12
Total	15	12	14	6	0	1	2	0	50

Source : CDI_2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 97 : Pourcentage des services utilisant des manuels de procédures de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	50,00	20,00
2014	50,00	30,00
2015	50,00	40,00

Source : CDI_2015- Budgets Programmes

Tableau 98 : Evolution du taux d'interconnexion des DRH au logiciel de GRH de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	ND	ND
2014	36,00	20,00
2015	40,00	60,00

Source : DNFPP-2015- Budgets Programmes

Tableau 99 : Evolution du taux de satisfaction du cadre organique des services audités de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	ND	ND
2013	ND	ND
2014	60,00	0,00
2015	80,00	0,00

Source : CDI_2015- Budgets Programmes

Tableau 100 : Evolution du taux de satisfaction des usagers des services publics de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	65,00	60,00
2013	ND	ND
2014	65,00	60,00
2015	70,00	65,00

Source : CDI_2015- Budgets Programmes

MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

I. PROGRAMME N°1 : ADMINISTRATION GENERALE

Ce programme a pour objet l'application de la politique du gouvernement en matière de sécurité et de la protection civile, la coordination, la supervision administrative et technique des forces de sécurité et de la protection civile. Il assure la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du département.

1. VIE SÉCURITAIRE AU MALI EN 2015

Tableau 101 : Personnel civil du ministère de la sécurité et de la protection civile par catégorie et par sexe en 2015
Unité : Nombre

Catégories	Sexe		Total	%Femme
	Homme	Femme		
A	9	1	10	3,84
B2	1	2	3	7,69
B1	3	1	4	3,84
C	2	1	3	3,84
E	1	0	1	0,00
D	4	1	5	3,84
Total	20	6	26	23,08

Source : DRH- MSPC-2015

NB : il s'agit du personnel civil au sein du Cabinet ; DFM ; DGPN ; DGPC et OCS du MSPC.

Tableau 102 : Personnel civil du ministère de la sécurité et de la protection civile par statut selon le sexe en 2015
Unité: Nombre/%

Statut	Sexe		Total	%femme
	Homme	Femme		
Contractuels	9	1	10	10.00
Fonctionnaires	11	5	16	31,25
Total	20	6	26	23,05

Source : DRH- MSPC-2015

Tableau 103 : Effectif du personnel de la Sécurité par corps et par sexe en 2015

Unité : Nombre

Corps	Homme	Femme	Total
Policiers	5275	846	6 121
Protection Civile	1419	232	1 651
Total	6 694	1 078	7 772

Source : CAB/MSPC-2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 104 : Evolution du taux de réalisation des activités de coordination et de suivi de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	90,00	86,50
2013	88,90	73,00
2014	92,60	86,50
2015	88,70	95,00

Source : Cabinet/MSPC-2015- Budgets Programmes

Tableau 105 : Evolution du taux de réalisation des missions d'inspection de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	100,00	90,00
2013	99,00	36,00
2014	95,00	90,00
2015	100,00	61,45

Source : DFM/MSPC-2015- Budgets Programmes

Tableau 106 : Evolution du taux d'exécution du budget annuel de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	99,00	94,80
2013	99,00	95,50
2014	99,00	94,80
2015	100,00	99,69

Source : DFM/MSPC-2015- Budgets Programmes

Tableau 107 : Evolution du taux de satisfaction des besoins en matériel de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	99,00	79,00
2013	99,00	90,00
2014	99,00	98,00
2015	97,00	99,74

Source : DFM/MSPC-2015- Budgets Programmes

Tableau 108 : Evolution du taux d'exécution du programme de réalisation et de réhabilitation des infrastructures de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	99,00	79,00
2013	99,00	90,00
2014	99,00	80,00
2015	97,50	99,44

Source : DFM/MSPC-2015- Budgets Programmes

Tableau 109 : Evolution du taux de réalisation du programme de recrutement de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2012	100,00	0,00
2013	100,00	0,00
2014	100,00	0,00
2015	100,00	100,00

Source : DRH/MSPC-2015- Budgets Programmes

Tableau 110 : Evolution du taux de réalisation du plan de formation de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	90,00	95,00
2013	95,00	50,00
2014	98,00	95,00
2015	100,00	95,00

Source : DRH/MSPC-2015- Budgets Programmes

II. PROGRAMME N°II : ORDRE DE SECURITE

Ce programme a pour objet le maintien de l'ordre public sur toute l'étendue du territoire national.
informations relatives à la police nationale

1. INFORMATIONS RELATIVES À LA POLICE NATIONALE

Tableau 111 : Effectif du personnel de la Police Nationale par corps et par sexe en 2015

Unité : Nombre

Corps	Sexes				Total
	Homme	%H	Femme	%F	
Commissaire	293	86,94	44	13,06	337
Inspecteur	410	89,13	50	10,87	460
Sous-officier	4572	85,88	752	14,12	5324
Total	5275	86,20	846	13,80	6121

Source : Rapport d'activité_2015_DGPN

Tableau 112 : Nombre de personnes tuées constatées par la police nationale suite aux accidents de la circulation par région et par moyen de déplacement en 2015

Unité : Nombre

Régions	Moyen de déplacement							Total
	Auto-Auto	Moto-Moto	Moto-Auto	Auto-piéton	Moto- piéton	Fluvial	Ferroviaire	
Kayes	0	0	2	0	3	0	0	5
Koulikoro	2	5	2	0	0	4	0	13
Sikasso	8	12	34	8	71	0	0	133
Ségou	0	11	4	2	0	0	0	17
Mopti	3	21	2	0	0	22	0	48
Tombouctou	1	0	1	0	0	0	0	2
Gao	0	11	2	5	5	0	0	23
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
District de Bamako	14	19	114	66	39	0	0	252
Total	42	79	161	81	118	26	0	493

Source : DGPN/MSPC_2015

Tableau 113 : Nombre de personnes blessées constatées par la police nationale suite aux accidents de la circulation par région et par moyen de déplacement en 2015

Unité : Nombre

Régions	Moyen de déplacement							Total
	Auto-Auto	Moto-Moto	Moto-Auto	Auto-piéton	Moto- piéton	Fluvial	Ferroviaire	
Kayes	27	203	50	5	84	0	0	369
Koulikoro	57	305	150	0	0	0	0	512
Sikasso	43	348	114	25	106	0	0	636
Ségou	4	201	69	0	5	0	0	279
Mopti	29	207	43	0	0	52	0	331
Tombouctou	7	27	29	4	4	0	0	71
Gao	0	94	28	6	7	0	0	135
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
District de Bamako	293	1750	2997	375	1289	0	0	6674
Total	460	3135	3480	415	1495	52	0	9007

Source : DGPN/MSPC_2015

Tableau 114 : Nombre d'accidents de la circulation routière, ferroviaire et fluviale constatés par la Police Nationale par région et selon le moyen de déplacement en 2015

Unité : Nombre

Régions	Moyen de déplacement							Total
	Auto-Auto	Moto-Moto	Moto-Auto	Auto-piéton	Moto- piéton	Fluvial	Ferroviaire	
Kayes	19	135	66	7	74	0	0	301
Koulikoro	73	166	142	0	0	3	0	384
Sikasso	55	271	119	39	92	0	0	576
Ségou	18	172	77	3	8	0	0	278
Mopti	60	248	41	0	0	73	0	422
Tombouctou	7	27	22	0	8	0	0	64
Gao	3	55	23	6	10	0	0	97
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
District de Bamako	2198	1391	2880	458	980	0	0	7907
Total	2433	1074	3370	513	1172	76	0	10029

Source : DGPN/MSPC_2015

Tableau 115 : Nombre de dégâts matériels de la circulation routière, ferroviaire et fluviale constatés par la Police Nationale par région et par moyen de déplacement en 2015

Unité : Nombre

Régions	Moyen de déplacement							Total
	Auto-Auto	Moto-Moto	Moto-Auto	Auto-piéton	Moto- piéton	Fluvial	Ferroviaire	
Kayes	23	219	64	12	48	0	0	366
Koulikoro	89	268	176	0	0	0	0	533
Sikasso	92	238	82	51	64	0	0	527
Ségou	22	181	77	4	0	0	0	284
Mopti	57	197	37	0	0	56	0	347
Tombouctou	7	27	15	0	6	0	0	55
Gao	10	126	14	0	3	0	0	153
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
District de Bamako	2988	1345	2927	129	561	ND	ND	ND
Total	3288	2601	3392	196	682	56	0	2265

Source : DGPN/MSPC_2015

Tableau 116 : Nombre d'accidents de la circulation routière constatés par la Sécurité de 2014 à 2015

Unité : Nombre

Nature	2014	2015	Variation annuelle (%)
Accidents	8 632	2122	-306,8
Tués	400	241	-66,0
Blessés	7 124	2333	-205,4
Dégâts matériels	8 516	2265	-276,0

Source : DGPN/MSPC_2015

Tableau 117 : Récapitulatif du nombre d'accidents de la circulation routière, ferroviaire et fluviale constatés par la Sécurité Intérieure par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Accidents	Victimes		
		Tués	Blessés	Total
Kayes	301	5	369	675
Koulikoro	384	13	512	909
Sikasso	576	133	636	1345
Ségou	278	17	279	574
Mopti	422	48	331	801
Tombouctou	64	2	71	137
Gao	97	23	135	255
Kidal	ND	ND	ND	ND
Bamako	7907	252	6674	14819
Total	10029	493	9007	19515

Source : Cabinet/ MSPC _2015

Tableau 118 : Montant des recettes versées au Trésor Public par la Police Nationale selon la nature en 2015

Unité : milliers FCFA

Nature	2014	2015	Ecart annuel
Carte d'Identité Nationale	364 932,5	381 438,5	16 506,0
Passeports	5 968 400	4 650 000	-1 318 400,0
Visas	362 421	149 266	-213 155,0
Amendes forfaitaires	101 186,5	125 355,5	24 169,0
Total	6 796 940,0	5 306 060,0	-1 490 880,0

Source : DGPN/MSPC_2015

Tableau 119 : Bilan des patrouilles effectuées par la police nationale par région et dans le district de Bamako en 2015

Unité : Nombre

Régions/Direction	Patrouilles effectuées	Effectifs déployés	Renforts	Résultats							
				Hommes interpellés	Femmes interpellées	Repris de justice	Etrangers interpellés	Personnes déferées	Engins à 04 roues saisis	Engins à 02 roues saisis	Amandes
Kayes	1247	4267	228	1988	404	4	84	21	11	796	1247
Koulikoro	1227	3434	295	455	94	2	2	2	40	420	1227
Sikasso	1009	3360	50	1331	452	0	47	15	76	738	1009
Ségou	662	3691	32	1112	208	6	27	23	105	993	662
Mopti	891	3612	40	678	176	0	15	13	12	622	891
Tombouctou	317	1881	306	38	6	0	0	0	0	2	317
Gao	1092	6216	38808	0	0	0	0	0	0	0	1092
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Dist. de Bamako	5243	13433	3927	4428	406	14	90	626	296	4220	5243
DPF	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Total	11688	39894	43686	10030	1746	26	265	700	540	7791	11688

Source : DGPN/MSPC_2015

2. INFORMATIONS RELATIVES A LA GARDE NATIONALE

Tableau 120 : Nombre de missions d'escortes sur les axes RN et Patrouilles Mixtes Urbaines et Sécurisation des frontières par la Garde Nationale en 2015

Unité : Nombre

Unités	Escortes	Patrouilles
Kayes	970	66
Koulikoro	16	18
Sikasso	130	55
Ségou	86	18
Mopti	80	52
Tombouctou	120	106
Gao	72	324
Kidal	ND	ND
Groupeement de Maintien de l'Ordre	ND	273
Total	1474	1135

Source : EMGN/MSPC_31/12/2015

Tableau 121 : Nombre de Personnes interpellées lors des patrouilles Mixtes Urbaines et Sécurisation des frontières par la Garde Nationale

Unité : Nombre

Unités	2014			2015			Variation
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Kayes	6	1	7	10	1	11	-57,1
Koulikoro	26	5	31	97	13	110	-254,8
Sikasso	98	55	153	9	1	10	-181
Ségou	120	28	148	10	2	12	91,9
Mopti	140	70	210	8	2	10	95,2
Tombouctou	ND	ND	ND	9	1	10	-
Gao	ND	ND	ND	5	1	6	-
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
Groupeement de Maintien de l'Ordre	337	175	512	160	22	182	64,5
Total	727	334	1 061	308	43	351	66,9

Source : EMGN/MSPC_31/12/2015

Tableau 122: Nombre de saisies lors des patrouilles mixtes Urbaines et Sécurisation des frontières par la Garde Nationale en 2015

Unité : Nombre

Unités	Saisies Engins		Saisies Armes	
	A deux Roues	A quatre Roues	de Guerre	Artisanale
Kayes	81	0	3	0
Koulikoro	130	16	0	0
Sikasso	28	4	1	0
Ségou	20	2	5	0
Mopti	17	0	133	6
Tombouctou	0	0	0	0
Gao	14	8	2	0
Kidal	ND	ND	ND	ND
Groupeement de Maintien de l'Ordre	274	81	1	0
Total	564	111	145	6

Source : EMGN/MSPC_31/12/2015

3. INFORMATIONS RELATIVES À LA GENDARMERIE NATIONALE

Tableau 123 : Nombre d'arrestations pour crimes et délits constatés par la gendarmerie Nationale de 2014 à 2015

Unité : Nombre

Années	Arrestations	Crimes	Délits
2014	2186	501	1 685
2015	5347	1533	3814
Ecart annuel	161	1 032	2 129

Source : DGGN/MSPC_2015

Tableau 124 : Montant des amendes forfaitaires du groupe d'unité réservé ministérielle (GURM) de 2014 à 2015

Source : DGGN/MSPC-2015

Années	Nombre de contraventions constatées	Montant des amendes forfaitaires
2014	ND	33 508 500
2015	12 954	44 835 795
Ecart annuel	-	11 327 295

Tableau 125 : Comparatif des accidents mortels constatés par la Gendarmerie Nationale

ANNEES	Nombre d'Accidents			Nombre de Personne tuées				
				Circulation routière			Ferroviaire	fluviale
	Auto -Auto	Auto-moto	Moto-moto	Auto -Auto	Auto-moto	Moto-moto	Train	Bateau/autres
2014	540	232	236	186	64	64	1	78
2015	675	468	292	309	162	101	0	8
Variation (%)	11,11	33,71	10,60	24,85	43,36	22,12	-100	-814,40

Source : DGGN/MSPC_2015

4. INFORMATIONS RELATIVES À L'OFFICE CENTRAL DES STUPÉFIANTS

Tableau 126 : Personnel de l'Office Central des Stupéfiants par structure et par cadre en 2015

Unité : Nombre

Structures	Cadre						Effectif
	Militaires	Gendarmes	Policiers	Douaniers	Administration Générale (Administrateurs civiles)	Gardes	
Direction	2	6	7	0	3	2	20
Antenne Rive Gauche	0	6	5	0	0	0	11
Antenne Rive Droite	0	5	3	2	0	0	10
CAAT-antenne OCS	0	6	5	0	0	0	11
Antenne Kayes	0	7	2	0	0	0	9
Antenne Koulikoro	0	4	3	0	0	0	7
Antenne Sikasso	0	4	4	0	0	0	8
Antenne Ségou	0	4	3	0	0	0	7
Antenne Mopti	0	2	2	0	0	0	4
Antenne Tombouctou	0	6	1	0	0	0	7
Antenne Gao	0	7	3	0	0	0	10
Antenne Kidal	0	1	1	0	0	0	2
Total	2	58	39	2	3	2	106

Source : OCS/MSPC-2015

Tableau 127 : Nombre de saisie effectué par région et selon les types de produits par l'OCS

Nombre de PRODUITS	Étiquettes de colonnes							
Étiquettes de lignes	Bamako	Bamako CAAT	Gao	Kayes	Koulikoro	Segou	Sikasso	Total général
(pharmacie illégale)	0	0	0	0	1			1
Cannabis	1		5	1	12	4	4	27
Cocaïne	1	4	0	0	0	0		5
Diazépam	0	0	1	0	1	0	1	3
Ephédrine	0	0		0	0	0	1	1
Eskazépam	0	0	1	0	0	0	0	1
Produits pharmaceutiques	0	0	0	0	1	0	0	1
Produits pharmaceutiques contrefaits	0	0	0	0	1	0	0	1
Rivotril	0	0	1	0		0	1	2
Rizila	0	0	0	0	7	1		8
Solution caféinée + Ephédrine	0	0	0	0	0	0	1	1
Tramadol	0	0	6	0	0	0	3	9
Total général	2	4	14	1	23	5	11	60

Source : OCS/MSPC_2015

Tableau 128 : Quantités de produits saisies par la douane

Produits	Quantité
Canabis	1051,9
Resine	500
Ephedrine	12,48
Cocaine	1
Total	1565,38

Source : OCS/MSPC_2015

Tableau 129 : Situation de saisies de produits stupéfiants par la gendarmerie nationale en 2015

LEGION GENDARMERIE	NOMBRES DE PERSONNES INTERPELEES	NATIONALITES	NATURE ET QUANTITE DU PRODUIT SAISI		PROVENANCE DU PRODUIT	DESTINATION DU PRODUIT
KAYES	0	-	0	0	-	-
KOULIKORO	1	Maliennne	10 briques	0	Koury	Bamako
	1	Maliennne	01 brique	0	Ghana	Guinée
	1	Maliennne	05 briques	0	Ghana	Guinée
BAMAKO	0	-	0	0	-	-
SIKASSO	0	-	06 briques	0	-	NR
	0	-	03 briques	0	Sélingué	Bougouni
	1	NR	½ Kg	0	Néant	NR
	1	NR	10 boules	0	Koury	NR
	1	NR	08 boules 12 plaquettes Tramadol 120 mg	0	Koury	NR
	2	NR	01 sac contenant du vrac	0	Koutiala	NR
SEGOU	0	-	0	0	-	-
MOPTI	0	-	0	0	-	-
TOMBOUCTOU	0	-	0	0	-	-
GAO	0	-	0	0	-	-
KIDAL	0	-	0	0	-	-
S.I.J BAMAKO	0	-	0	0	-	-

Source : OCS/MSPC_2015

Tableau 130 : Saisies Effectuées Par La Police Nationale

PRODUITS		QUANTITES	Unité	PERSONNES DEFEREES
Héroïne	Crack	536	Dose	
	Off	358	Dose	
Herbe de cannabis en poids		581,37	Kg	
Herbe de cannabis en boule		377	Boule	
Cannabis exprimé en graine		400	G	
Produits pharmaceutiques exprimés en poids		2,656	Tonne	
Ephédrine		230	Comprimé	
Résine		63	Morceaux	
Diazépam		1479	Comprimé	
Rivotril		6	Comprimé	
Tramadol		50,898	Gélule	

Source : OCS/MSPC_2015

Tableau 131 : Nombre de personnes interpellées par service selon la nationalité en 2015

Unité : Nombre

Services	Nationalité	Personnes interpellées
Office central des stupéfiants	Maliennne	60
	Nigériane	1
	Burkinabé	1
	Ghana	1
	Sierra Léone	2
Sous-Total		
Direction Générale de Police Nationale	Maliennne	84
Sous-Total	84	
Direction Générale de la Gendarmerie Nationale	Maliennne	3
	Burkinabé	0
Sous-Total		3
Direction Générale de la Douane	Mauritanienne	1
	Nigériane	1
	Maliennne	37
Sous-Total		39
Total Général		126

Source : OCS/MSPC_2015

5. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 132 : Evolution du taux de réduction de la criminalité de 2012 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2012	50,00	70,00
2013	50,00	60,00
2014	40,00	55,00
2015	40,00	481,00

Source : DFM/MSPC-2015- Budgets Programmes

III. PROGRAMME N°III : PREVENTION DES RISQUES ET CALAMITES, ORGANISATION DES SECOURS

Ce programme a pour objet la prévention des risques et calamités, l'organisation des secours en cas de pénurie alimentaire, d'incendie, de noyades et de catastrophes naturelle sur toute l'étendue du territoire nationale.

1. INFORMATIONS RELATIVES À LA PROTECTION CIVILE

Tableau 133 : Nombre du personnel de la Protection Civile par corps et par sexe en 2015

Unité : Nombre

Corps	Sexes				Total
	Homme	%H	Femme	%F	
Administrateurs	66	90,4	7	9,6	73
Techniciens	162	83,9	31	16,1	193
Agents Techniques	795	39,8	90	10,2	885
Total	1023	85,9	128	35,9	1151

Source : Rapport d'activité_2015_DGPC

Tableau 134 : Variation du nombre de Sorties effectuées par la Protection Civile selon la nature des interventions en 2015

Unité : Nombre

Nature des interventions	2014	2015	Ecart annuel
Accidents de la circulation	10677	11140	463
Incendies	682	948	266
Secours à victimes	1208	1239	31
Assistance à personnes	123	186	63
Protection des biens	60	113	53
Eau-gaz-Electrique	11	35	24
Reconnaissance et Recherche	57	63	6
Lutte contre la pollution de l'environnement	0	0	0
Faits d'animaux	29	41	12
Fausses alertes	3	6	3
Total	12850	13771	921

Source : DGPC/MSPC_2015

Tableau 135 : Nombre d'interventions au niveau des infirmeries de la Protection Civile de Bamako en 2015

Unité : Nombre

Nature des interventions	2014	2015	Ecart annuel
Accidents de la circulation	2703	2197	-506
Coups et blessures	27	33	6
Malades diagnostiqués	0	0	0
Envoyé en consultation	770	567	-203
Total	3500	2797	-703

Source : DGPC/MSPC_2015

Tableau 136 : Nombre de victimes enregistrées par la protection civile en 2015

Unité : Nombre

Nature des Victimes	2014				2015			
	Sorties effectuées	Victimes	Morts	Blessés	Sorties effectuées	Victimes	Morts	Blessés
Accidents de la circulation	10677	18497	342	18155	11140	18697	410	18287
Incendies	682	67	9	58	948	41	13	28
Secours à victimes	1208	1268	214	1054	1239	1273	232	1041
Assistance à personnes	123	71	9	62	186	196	43	153
Protection des biens	60	0	0	0	113	0	0	0
Eau-gaz-Electrique	11	1	0	1	35	11	4	7
Reconnaissance et Recherche	57	62	53	9	63	76	53	23
Lutte contre la pollution de l'environnement	0	0	0	0	0	0	0	0
Faits d'animaux	29	8	0	8	41	10	0	10
Fausses alertes	3	0	0	0	6	0	0	0
Total	12850	19974	627	19347	13771	20304	755	19549

Source : DGPC/MSPC_2015

Tableau 137 : Nombre d'accidentés tués enregistrés par la protection civile par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nature de l'accident					Total
	Auto	Moto	Fluvial	Ferroviaire	Aérien	
Kayes	21	3	1	0	0	25
Koulikoro	35	3	11	0	0	49
Sikasso	30	3	0	0	0	33
Ségou	47	4	0	0	0	51
Mopti	6	2	29	0	0	37
Tombouctou	1	0	0	0	0	1
Gao	7	3	0	0	0	10
Kidal	-	-	-	-	-	-
Bamako	168	35	0	1	0	204
Total	315	53	41	1	0	410

Source : DGPC_2015

Tableau 138 : Nombre d'accidents de la circulation routière, ferroviaire, fluviale et aérienne enregistrés par la protection civile par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nature de l'accident				Total
	Accident sur la voie publique	Fluvial	Ferroviaire	Aérienne	
Kayes	294	1	0	1	296
Koulikoro	328	2	0	0	330
Sikasso	775	0	0	0	775
Ségou	579	0	0	0	579
Mopti	234	2	0	0	236
Tombouctou	52	0	0	0	52
Gao	158	0	0	0	158
Kidal	-	-	-	-	-
Bamako	8711	0	3	0	8714
Total	11131	5	3	1	11140

Source : DGPC_2015

Tableau 139 : Nombre d'accidentés blessés enregistrés par la protection civile par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nombre de blessés					Total
	Auto	Moto	Fluvial	Ferroviaire	Aérien	
Kayes	279	394	3	0	10	686
Koulikoro	340	332	7	0	0	679
Sikasso	555	1076	0	0	0	1631
Ségou	543	757	0	0	0	1330
Mopti	143	305	102	0	0	550
Tombouctou	14	72	0	0	0	86
Gao	88	219	0	0	0	307
Kidal	-	-	-	-	-	-
Bamako	5451	7526	0	2	0	12979
Total	7413	10711	112	2	10	18248

Source : DGPC-2015

Tableau 140 : Nombre des autres accidents enregistrés par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nature				Total
	Piétons	Vélos	Charrettes	Animaux	
Kayes	53	0	12	9	74
Koulikoro	19	7	7	17	50
Sikasso	127	67	34	12	240
Ségou	88	10	17	2	117
Mopti	35	5	11	5	56
Tombouctou	10	1	0	0	11
Gao	24	0	6	2	32
Kidal	-	-	-	-	-
Bamako	1909	112	58	27	2106
Total	2265	202	145	74	2686

Source : DGPC-2015

Tableau 141 : Nombre de rapatriés maliens et autres en transit selon la nationalité en 2015

Unité : Nombre

Pays d'origine	Pays de provenance	2015				Total
		Homme	Femme	Enfant		
				Fille	Garçon	
MALI	Guinée Equatoriale	136	0	0	0	136
	Gabon	224	0	0	0	224
	Tchad	2	3	10	6	21
	Espagne	10	0	0	0	10
	Libye	143	9	15	7	174
	Tunisie	34	0	0	0	34
	Cameroun	12	0	0	0	12
	Suisse	2	0	0	0	2
	Brésil	1	0	0	0	1
	France	1	0	0	0	1
Guinée Bissao	Guinée Equatoriale	4	0	0	0	4
Guinée Conakry	Guinée Equatoriale	19	0	0	0	19
Ensemble		588	12	25	13	638

Source : DGPC_2015

Tableau 142: Nombre de Maliens rapatriés selon le pays de provenance et le sexe en 2015

Unité : Nombre

Pays de provenance	2014		Total	2015		Total	Ecart annuel
	Homme	Femme		Homme	Femme		
Espagne	103	0	103	10	0	10	-93
Libye	290	0	290	143	9	152	-138
Tunisie	8	0	8	34	0	34	26
Centrafrique	2245	0	2245	0	0	0	-2245
Arabie Saoudite	102	0	102	0	0	0	-102
Total	2748	0	2748	187	9	196	-2552

Source : DGPC_2015

INDICATEURS DE PERFORMANCE**Tableau 143** : Nombre de secours de 2012 à 2015

Unité : Nombre

Années	Etats	
	Prévus	Réalisés
2012	20000	12089
2013	20000	12290
2014	30000	12850
2015	20000	13771

Source : DGPC_2015- Budgets Programmes

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTTE

I. PROGRAMME N°1 : ADMINISTRATION GENERALE

Ce programme a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

1. DONNEES RELATIVES A L'ADMINISTRATION GENERALE¹⁹

2. INDICATEUR DE PERFORMANCE

Tableau 144 : Evolution du taux de réalisation des réunions élargies de coordination du département de 2014 à 2015
Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	100,00
2015	100,00	100,00

Source : Cabinet/MARC_2015- Budgets Programmes

Tableau 145 : Evolution du taux d'exécution du programme de sensibilisation et d'information sur la bonne compréhension de la religion de 2014 à 2015

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	50,00
2015	80,00	100,00

Unité : %

Source : Cabinet/MARC_2015- Budgets Programmes

Tableau 146 : Evolution du taux d'exécution du budget de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	99,00
2015	99,00	99,00

Source : DFM/MARC_2015- Budgets Programmes

Tableau 147 : Evolution du taux d'exécution des projets/programmes de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	99,00
2015	99,00	99,00

Source : DFM/MARC_2015- Budgets Programmes

¹⁹Nous n'avons pas reçu des données disponibles pour renseigner la partie en 2015.

Tableau 148 : Evolution du taux de participation des partenaires islamiques (PI) au financement des activités religieuses de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2014	50,00	30,00
2015	60,00	55,00

Source : Cabinet/MARC_2015- Budgets Programmes

Tableau 149 : Evolution du taux d'exécution du programme de formation des acteurs religieux de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	0,00
2015	80,00	99,00

Source : DFM/MARC_2015- Budgets Programmes

Tableau 150 : Evolution du taux de satisfaction des usagers de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2014	80,00	50,00
2015	90,00	ND

Source : DFM/MARC_2015- Budgets Programmes

II. PROGRAMME N°II : RELIGION ET CULTES

Ce programme vise à créer un meilleur cadre de tolérance pour l'expression, l'exercice des libertés, des croyances et des pratiques religieuses et du culte. Il contribue à renforcer la cohésion entre les courants confessionnels.

1. SITUATION DES RELIGIONS ET DU CULTES

Tableau 151 : Effectif des pèlerins musulmans par filières de 2014 à 2015

Unité : Nombre

Filières	2014				2015			
	Homme	Femme	Total	% filière	Homme	Femme	Total	% filière
Gouvernement	449	465	914	13,8	490	515	1005	9,6
Agences privées	ND	ND	5 700	85,8	ND	ND	9 500	90,4
Total	ND	ND	6 641	100,0	ND	ND	10 505	100,0

Source : Maison du Hadj-2015

ND = Non Disponible

Tableau 152 : Répartition des pèlerins musulmans par région (filière gouvernementale) en 2015

Unité : %

Régions	Effectif	Homme	Femme	% Femme
Kayes	56	39	17	30,36
Koulikoro	19	13	6	31,58
Sikasso	46	29	17	36,96
Ségou	64	37	28	43,75
Mopti	43	32	12	27,91
Tombouctou	10	6	4	40,00
Gao	10	4	6	60,00
Kidal	1	1	0	0,00
District de Bamako	754	329	425	56,37
Total	1 005	490	515	51,24

Source : Maison du Hadj-2015

Tableau 153 : Nombre d'imams formés selon le pays de formation de 2014 à 2015

Unité : Nombre

Années	Pays de formations	Maroc
2014		100
2015		100
Ecart		0

Source : DFM/MARC_2015

Tableau 154 : Effectif des pèlerins chrétiens Catholiques par Diocèses/Paroisses selon le sexe en 2015

Diocèses/Paroisses	Sexe		Total	% Femme
	Homme	Femme		
Diocèse de Kayes	72	82	154	53,25
Diocèse de Mopti	13	31	44	70,45
Diocèse de San	81	174	255	68,24
Diocèse de Ségou	242	556	798	69,67
Diocèse Sikasso/Secteur Koutiala	78	172	250	68,80
Maison de Formation Noviciats	0	2	2	100,00
Paroisse de Bougouni	15	44	59	74,58
Paroisse de Faladjè	12	31	43	72,09
Paroisse de Goualala	10	18	28	64,29
Paroisse de Kati	118	224	342	65,50
Paroisse de Kolokani	13	12	25	48,00
Paroisse de Ouelessebougou	19	45	64	70,31
Paroisse Notre Dame des Champs	36	52	88	59,09
Paroisse Sacré Cœur	256	507	763	66,45
Paroisse Sainte Monique	415	270	685	39,42
Paroisse Saints Martyrs de L'O	75	172	247	69,64
Séminaire Pie XII	12	0	12	0,00
Séminaire Saint Augustin	19	0	19	0,00
Total Général :	1486	2392	3878	61,68

Source : Cathédrale de Bamako-Rapport d'activité_2015

Tableau 155 : Effectif des pèlerins organisateurs par titre en 2015

Titre du Pèlerin	Effectif
Père	55
Frère	1
Sœur	91
Total	147

Source : Cathédrale de Bamako-Rapport d'activité_2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 156 : Evolution du taux de satisfaction des pèlerins musulmans des prestations fournies de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus (cible)	Réalisés
2014	85,00	80,00
2015	90,00	50,00

Source : Maison du Hadj-2015- Budgets Programmes

Tableau 157 : Evolution du taux d'exécution du programme d'appui aux centres/édifices religieux de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	50,00
2015	50,00	50,00

Source : Cabinet/MARC-2015- Budgets Programmes

Tableau 158 : Evolution du taux de prévention des litiges/conflits confessionnels de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	40,00
2015	60,00	60,00

Source : Cabinet/MARC -2015- Budgets Programmes

MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

I. PROGRAMME N°1 : ADMINISTRATION GENERALE

Ce programme exécute les missions suivantes :

- L'examen et l'analyse des dossiers relatifs aux réunions gouvernementales et aux rencontres avec les partenaires au développement ;
- La coordination et la supervision des activités des services et organisation personnalisées ;
- La gestion rationnelle des ressources (humaines, matérielles et financière) du département ;
- Le contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département de la Réconciliation Nationale.

1. ACTIVITÉS MENÉES POUR LA RÉCONCILIATION NATIONALE

Tableau 159 : Nombre de rencontres thématiques sur les questions de réconciliation nationale tenues par région en 2015

Unité : Nombre

Régions	Nombre de rencontres thématiques
Kayes	2
Koulikoro	3
Sikasso	5
Ségou	6
Mopti	5
Tombouctou	7
Gao	9
Kidal	3
District de Bamako	12
Total	52

Source : Cabinet/MRN-2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 160 : Pourcentage de réunions de cabinet, réunions interministérielles et de rencontres thématiques sur les questions de réconciliation de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	46,00
2015	²⁰ 40,00	50,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

Tableau 161 : Evolution du taux d'adoption des textes législatifs, réglementaires et les documents de références de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	37,00
2015	70,00	66,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

²⁰C'est une donnée du plan triennal concernant l'année 2015

Tableau 162 : Evolution du taux de mise en œuvre des partenariats stratégiques conclus autour de la réconciliation de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	78,00
2015	100,00	100,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

Tableau 163 : Evolution du taux d'opérationnalisation des structures au niveau national et régional de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	85,00
2015	100,00	100,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

Tableau 164 : Evolution du taux de réalisation des programmes de formation du personnel du département et des acteurs de la réconciliation de 2014 et 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	95,00
2015	100,00	80,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

Tableau 165 : Evolution du taux d'exécution du budget de 2014 et 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	99,90
2015	85,00	90,00

Source : DFM/MRN-2015- Budgets Programmes

Tableau 166 : Niveau de satisfaction des besoins en personnel des structures de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	75,00
2015	60,00	50,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

Tableau 167 : Niveau de satisfaction des besoins en matériel et équipements des structures de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	70,00
2015	60,00	75,00

Source : DFM/MRN-2015- Budgets Programmes

II. PROGRAMME N°II : PROMOTION DE LA PAIX, DE LA RECONCILIATION NATIONALE ET DE LA COHESION SOCIALE²¹

Ce programme a pour mission de contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de la cohésion nationale et des valeurs démocratiques.

1. PROMOTION DE LA PAIX ET DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE

Tableau 168 : Nombre de missions de sensibilisation des populations au niveau régional, inter et intra-communautaires effectuées par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation par Région en 2015

Unité : nombre

Régions	Nombre de missions
Kayes	1
Koulikoro	1
Sikasso	1
Ségou	1
Mopti	1
Tombouctou	1
Gao	1
Kidal	0
District de Bamako	1
Total	8

Source : Cabinet/MRN-2015

2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Tableau 169 : Evolution du taux de réalisation des initiatives de réconciliation de 2014 à 2015

Unité : %

Années	Etats	
	Taux prévus	Réalisés
2014	100,00	60,00
2015	50,00	0,00

Source : Cabinet/MRN-2015- Budgets Programmes

²¹Le programme suivant concerne la Commission Vérité, Justice et Réconciliation(CVJR)

ANNEXES

AUTRES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES DU SECTEUR

ANNEXE 1 : LES PRINCIPAUX ACTES ADMINISTRATIFS

CARTE NATIONALE D'IDENTITE

Procédure et lieux de délivrance :

L'Usager se présente à la Section Carte d'Identité du Commissariat de Police de sa Commune, à la Brigade de Gendarmerie, au Cercle ou à l'arrondissement.

L'Agent de la Section procède au recueil des informations suivantes sur un imprimé :

- Relevé des empreintes digitales.
- Mesure de la taille.
- Relevé de l'adresse complète (Rue, Porte), Nom du logeur éventuellement.

Le spécimen de la carte d'identité est rempli par un agent de la section qui colle la photo et le transmet au chef de la section.

Le chef de la section procède à sa vérification, à son enregistrement et établit un quittancer, et transmet au Commissaire qui signe après vérification et la renvoie à la section carte d'identité où elle est plastifiée et remis à l'Usager.

Documents à fournir :

- 3 photos d'identité
- Carte d'identité en fin de validité (ou une copie de l'extrait d'acte de naissance, ou le carnet de famille, ou l'acte de mariage ou encore 2 témoins connus du quartier munis de leur pièce d'identité en cour de validité).
- Timbres fiscaux (500+200 francs CFA).

Coût légal : 1 000 FCFA au retrait de la carte d'identité à donner contre un reçu

Délai d'obtention : 24 heures

CERTIFICAT DE RESIDENCE

Procédure et lieux de délivrance :

L'Usager se présente au Secrétariat Général du Commissariat de Police ou de la Mairie. Le (la) Secrétaire rempli un imprimé et procède à son enregistrement et le soumet à la signature du Commissaire ou du Maire.

Documents à fournir :

- Carte d'identité en cours de validité ou à défaut la copie de l'extrait de l'acte de naissance.
- Timbres fiscaux 200 francs CFA.
- Pour les enfants mineurs : Carte d'identité du tuteur, extrait d'acte de naissance de l'enfant et timbre à 200 francs CFA.

Coût légal : gratuit

Délai d'obtention : moins de 24 heures

Source : CDI-PDI

EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE (ET COPIE)

Procédure et lieux de délivrance :

L'hôpital, la clinique, ou la maternité enregistre la naissance dans un registre d'Etat Civil et transmet un volet (II) dit de déclaration de naissance à la Mairie ou au Centre d'Etat Civil dont il ou elle dépend.

L'hôpital, la clinique, ou la maternité remet à l'Usager le numéro du volet de la déclaration de naissance qui à son tour le présente à la section Etat Civil où le volet de la déclaration de naissance a été transmis.

L'agent de la Section Etat Civil procède à l'enregistrement des informations contenues dans le volet. Cette opération est appelée transcription. L'Usager vérifie l'exactitude des informations enregistrées.

L'extrait d'acte de naissance dit volet III est soumis à la signature du Maire avant d'être remis à l'usager qui pourra en faire des copies.

Les parents ont un délai maximum de 1 mois pour déclarer la naissance de leur enfant. Passé ce délai, il faudra recourir à un jugement supplétif.

L'extrait d'acte de naissance est une formule manuscrite depuis 1987, c'est sa copie qui est saisie à la machine.

Documents à fournir :

- Volet de déclaration de naissance de l'hôpital, la clinique ou la maternité pour obtenir l'extrait d'acte de naissance.
- L'extrait d'acte de naissance dit volet III pour obtenir une ou des copies de l'extrait d'acte de naissance.

Coût légal: Gratuit pour l'extrait d'acte de naissance (volet III) et 100FCFA pour la copie à Bamako (300FCFA à Kayes).

Délai d'obtention : généralement délivré sous 24 heures.

Source : CDI-PDI

EXTRAIT D'ACTE DE MARIAGE

Procédure et lieux de délivrance :

Le couple se présente à la Mairie (Maire Adjoint chargé de l'Etat Civil) qui procède à l'enregistrement de la déclaration.

Le délai légal pour célébrer le mariage après déclaration est de 15 jours s'il n'y a pas d'opposition.

Le responsable chargé de l'Etat Civil ouvre une enquête pour déterminer entre autres si :

- L'homme est déjà marié, et s'il ne vit pas en régime monogamique avec la première épouse.
- La femme n'est pas mariée, ou n'est pas précédemment fiancée.
- La femme n'est pas une mineure.

Au terme de l'enquête, le Maire Adjoint chargé de l'Etat Civil confirme la célébration du mariage à l'époux.

Le mariage est célébré par le Maire ou par l'Adjoint au Maire chargé de l'Etat Civil en présence des époux et des témoins.

Documents à fournir lors de la demande de mariage :

- Extraits d'acte de naissance des futurs époux.
- Cartes d'identité des futurs époux et copie CI des témoins.

Coût légal : Gratuit pour l'extrait de l'acte de mariage (copie : 100 FCFA à Bamako et 300 FCFA à Kayes).

Pour le mariage, certains frais sont fixes et d'autres variables. A titre d'exemples, les coûts proposés dans la Commune V de Bamako et à Kayes début 2010 :

	Bamako Commune V	Kayes
Déclaration	7.500	7.500
TDRL	9.000	3.030 (2x1.515)
Livret de famille	2.500	2.500
Prestation du Maire	10.000 (en semaine) 15.000 (jours fériés)	7.500
Publication des bans	3.000	3.000
Taxe Electricité	3.500	
Non opposition		1.000
Taxe de balayage		2.000
Totaux :	35.500 (en semaine) 40.500 FCFA (WE)	26.530 FCFA

Les variations de prix s'expliquent notamment par la différence des postes de dépenses propres à chaque Conseil Communal.

NB : les Mairies ont en commun la Déclaration, la Publication des bans, la TDRL et le Livret de famille.

Délai d'obtention : l'extrait de l'acte de mariage est délivré sur place après la célébration du mariage.

Source : CDI-PDI

PASSEPORT

Procédure et lieux de délivrance :

L'Usager se présente au dépôt de la Direction de la Police des Frontières et remplit le formulaire de la demande de passeport disponible sur place.

Les données sont enregistrées dans un fichier informatique.

Transmises au Bureau du Chef de Division « Visa » qui autorise le versement des frais à la régie ;

Le document est confié à l'imagerie où l'on appose la photo scannée, puis au contrôle des données et à leur impression sur le spécimen du passeport et enfin au laminage où l'on appose les éléments de sécurité du passeport invisible à l'œil nu (le CEWARA).

Le passeport est transmis à l'adressage où l'on appose le cachet du Directeur ou de son Adjoint et au Directeur qui après signature transmet le document à la section « assurance de qualité » chargée de vérifier la sécurité et la qualité du document.

Documents à fournir :

- Carte nationale d'identité en cours de validité, ou la copie de l'extrait d'acte de naissance (volet III) ou encore l'ancien passeport.
- 2 photos d'identités en couleurs.

Pour les enfants mineurs : 2 photos d'identités en couleurs, l'autorisation parentale légalisée et la photocopie du passeport ou de la CI du tuteur.

Pour les opérateurs économiques : la photocopie de la patente ou de la vignette synthétique.

Coût légal : 50.000 francs CFA

Délai d'obtention : 21 jours mais souvent délivré dans un délai de 24 à 72 heures.

TITRE DE VOYAGE

(Délivré pour les enfants de moins de 18 ans et valable pour l'espace CEDEAO)

Procédure et lieux de délivrance :

L'Usager se présente au Bureau du titre de voyage pour enfants à la Direction de la Police des Frontières accompagné de l'enfant âgé de moins de 18 ans.

Le Bureau procède alors au relevé des empreintes digitales de l'Enfant. L'ensemble des documents est vérifié et enregistré et le formulaire est soumis au Directeur pour sa signature.

Documents à fournir :

- Une copie du passeport ou de la carte d'identité du tuteur,
- 3 photos d'identité du tuteur,
- 3 photos d'identité de l'enfant,
- La copie de l'extrait d'acte de naissance de l'enfant,
- Formulaire fournit sur place à remplir,
- 2 timbres fiscaux : 500 et 1.000 FCFA.

Coût légal : Gratuit

Délai d'obtention : 24 heures

Source : CDI-PDI

CONSTAT D'ACCIDENT DE LA CIRCULATION



Procédure et lieu de délivrance :

La Section Voie Publique du Commissariat de Police ou de la brigade de Gendarmerie est saisie par l'un ou les deux usagers de la circulation concerné(s) par l'accident.

La Section envoie une équipe chargée de faire le constat. Cette équipe observe, interroge sur les circonstances de l'accident (entre autres, excès de vitesse, non-respect signal lumineux, système de freinage, état physique et psychologique des chauffeurs etc..).

Elle apprécie les causes, situe les responsabilités, conduit les engins et les chauffeurs à la Section « Voie Publique », procède au contrôle des pièces des véhicules et chauffeurs. Les déclarations des chauffeurs sont enregistrées et les véhicules expertisés (auparavant, une expertise médicale est effectuée en cas de blessure).

Un procès-verbal est dressé puis enregistré avant d'être transmis au Commissaire de police qui le transmet à son tour au juge qui apprécie en dernier lieu.

NB : Lorsque les engins sont assurés, quelques soient les dégâts matériels les chauffeurs ne sont pas placés en garde à vue. Le procès-verbal est transmis à leurs assureurs.

Lorsqu'il y a un blessé, même si les parties s'arrangent, l'action publique continue. L'affaire est classée dans « coups et blessures involontaires ». Le chauffeur est déféré et son permis scellé. Le dossier est transmis au parquet.

Il y a également les « petites infractions qui ne nécessitent pas une procédure parce qu'elles n'engendrent pas de dégâts corporels et matériels. Elles sont verbalisées contre reçu.

Documents à fournir :

- Permis de conduire
- Carte grise
- Vignettes
- Assurances
- Visites techniques

- Cartes d'identité des deux parties

Coût légal : gratuit

Délai d'obtention : 1 semaine

Source : CDI-PDI

CERTIFICATION CONFORME



Procédure et lieu de délivrance :

La Certification conforme s'établit à la Mairie ou au Commissariat de Police ou à la Brigade de Gendarmerie ou à la Préfecture ou encore chez un Notaire.

L'Agent procède à l'enregistrement des documents qu'il soumet ensuite à la signature.

Documents à fournir :

- Document original et copies.

Coût légal :

Police & Gendarmerie : gratuit.

Mairie : suivant délibération du conseil.

Notaire : suivant les barèmes pratiqués.

Délai d'obtention : Moins de 24 heures

Source : CDI-PDI

LEGALISATION DES ACTES



Procédure et lieu de délivrance :

L'Usager se présente au Secrétariat Général de la Mairie de la commune.

Par ailleurs, il s'acquitte du paiement de la somme due contre reçu.

Le (la) Secrétaire procède à son enregistrement et le soumet à la signature du Maire

Documents à fournir :

- Carte d'identité en cours de validité.
- Texte rédigé du document.
- Reçu de paiement de la taxe de développement régional et local.

Coût légal :

100 FCFA par copie.

- +3.000 FCFA si le demandeur ne dispose pas de reçu du paiement de la taxe de développement régional et local.

Délai d'obtention : Moins de 24 heures

Source : CDI-PDI

ANNEXE 2 : QUESTIONS REPONSES SUR L'ACCORD DE PAIX ET DE RECONCILIATION

L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU MALI ISSU DU PROCESSUS D'ALGER

1. QUI ETAIENT A LA TABLE DES NEGOCIATIONS ?

Quatre catégories d'acteurs ont pris part aux pourparlers

• Les parties signataires :

- le Gouvernement de la République du Mali,
- la coordination du 9 juin 2014 à Alger,
- la plateforme du 14 juin 2014 à Alger.

• La médiation internationale :

- l'Algérie, comme chef de file,
- l'Organisation des Nations Unies, à travers la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA),
- la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),
- l'Union Africaine (UA),
- l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI),
- l'Union Européenne(UE),
- le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Tchad.

• La société civile (en audition)

• Les observateurs :

- La France,
- Les Etats Unies d'Amérique.

2. QUELS SONT LES PRINCIPES DE BASE DE L'ACCORD ?

- Le respect de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale, de la souveraineté de l'Etat du Mali ainsi que sa forme républicaine et son caractère laïc ;
- la reconnaissance et la promotion de la diversité culturelle et linguistique ;
- la prise en charge par les populations de la gestion effective de leurs propres affaires ;
- la promotion d'un développement équilibré de toutes les régions du mali ;
- le rejet de la violence comme moyen d'expression politique et le recours au dialogue et à la concertation pour le règlement des différends ;
- le respect des Droits de l'Homme, de la dignité humaine et des libertés fondamentales et religieuses ;
- la valorisation de la contribution de toutes les communautés dans la reconstruction nationale, notamment celle des femmes et des jeunes ;
- la lutte contre la corruption et l'impunité ;
- la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et les autres formes de criminalité transnationale organisée.

3. QU'EN EST-IL DE L'APPELLATION « AZAWAD »

La question de l'Azawad sera définitivement tranché par une approche maliano-malienne inclusive lors d'une conférence d'entente nationale, qui aura pour objectif, entre autre, l'analyse des causes profondes des crises cycliques que le mali a connu dans sa partie septentrionale.

4. QUE PREVOIT L'ACCORD SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL ?

A. Le renforcement de la décentralisation à travers :

• Le mode scrutin

- les organes délibérant de tous les niveaux des collectivités, y compris ceux du cercle seront élus au suffrage universel direct.
- le président de l'Assemblée Régionale est élu au suffrage universel direct.

• l'élargissement des compétences et responsabilités des collectivités territoriales, assorti d'un réaménagement de la tutelle :

- le Président de l'Assemblée Régionale est le chef de l'exécutif et de l'administration régionale,
- le Président du Conseil de Cercle et le Maire sont chefs de l'exécutif, respectivement du Cercle et de la Commune ;
- le contrôle de l'égalité se fait à posteriori.

• le transfert effectif des ressources :

- l'Etat s'engage à transférer 30% de ses recettes budgétaires à l'ensemble des collectivités du mali, d'ici 2018, avec une attention particulière aux régions du nord.

B. l'ouverture du haut conseil des collectivités territoriales pour, à court terme, élargir ses membres aux représentants des notabilités traditionnelles, des femmes et des jeunes, et sur le long terme, réactiver et diligenter le processus de mise en place de la deuxième chambre du parlement ;

C. l'amélioration de la représentation des populations du nord à l'assemblée nationale par l'augmentation du nombre de circonscription électorales et/ou toutes autres mesures appropriées.

5. COMMENT ASSURER UNE MEILLEURE REPRESENTATION DES POPULATIONS AU SEIN DES INSTITUTIONS DE L'ETAT ?

Les dispositions suivantes sont prévues :

- l'octroi de siège aux représentants des notabilités traditionnelles, des femmes et des jeunes au sein du Haut Conseil des Collectivités Territoriales ;
- l'augmentation du nombre de circonscriptions électorales et/ou toutes autres mesures appropriées afin d'améliorer la représentation des populations du Nord du Mali à l'Assemblée Nationale ;
- veiller à une meilleure représentation des populations du nord du mali dans les institutions et grand services publics corps et administration de la République.

6. QUEL PRINCIPES GUIDENT LES QUESTIONS DE DEFENSE ET SECURITE

• Des principes pour la réhabilitation du système de défense et de sécurité :

- Inclusivité et représentation significative de toutes les populations du mali au sein des forces armées et de sécurités ;
- unicité des forces armées et de sécurité du Mali relevant organiquement et hiérarchiquement de l'Etat central;
- progressivité du redéploiement des forces armées et de sécurités reconstituées du mali.

• La réorganisation des forces armées et de sécurité

- une profonde Réforme du Secteur de la Sécurité(RSS), en tirant les leçons des expériences passées et en s'appuyant sur les documents de références de l'Union Africaine et des Nations Unies
- la création d'un Conseil National pour la (RSS).

7. COMMENT S'OPERENT LE CANTONNEMENT, L'INTEGRATION ET LE DESARMEMENT, LA DEMOBILISATION ET LA REINSERTION (DDR) ?

- la création d'une Commission d'Intégration par décret présidentiel qui comprendra des représentants des forces armées et de sécurité, de la coordination et de la plateforme ;
- la création d'une Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CNDDR) qui est aussi composé de représentants du Gouvernement et des mouvements signataire. Elle comprendra un organe politique de haut niveau, des sous-commissions et des antennes opérationnelles au niveau des régions ;
- la soumission par des mouvements armés, à la commission technique de sécurité (cts) des listes définitives et certifiées de leurs combattants et de leurs armements dans les 30 jours suivant la signature de l'Accord
- la Commission d'Intégration, En coordination avec le Conseil National pour la RSS, formulera des propositions sur les modalités d'attribution des grades et de reclassement.

Les membres des mouvements, anciennement officiers des forces armées et de sécurité, seront réintégrés au moins aux mêmes grades. Ceux qui ne remplissent pas les conditions et ceux qui choisiront de ne pas être intégrés pourront bénéficier d'une pension de retraite, d'une pension proportionnelle ou d'une pension d'invalidité ou tout autre arrangement suivant le cas.

8. COMMENT S'OPERE LE RETOUR DE L'ARMEE DANS LE PAYS

Le redéploiement des forces armées et de sécurités reconstituées se fera de manière progressive dans les régions du Nord à compter de la date de signature de l'Accord. Ces forces devront inclure un nombre significatif de personnes originaire des régions du Nord, y compris dans le commandement, de façon à conforter le retour de la confiance et faciliter la sécurisation progressive de ces régions.

9. QU'EN EST-IL DE LA POLICE TERRITORIALE ?

Il sera procédé à la création d'une police placée sous l'autorité des collectivités territoriales, dans le cadre de leur pouvoir de police.

10. LES POPULATIONS SONT-ELLES IMPLIQUEES DANS LE DISPOSITIF DE SECURITE ?

- des Comités Consultatifs Locaux de Sécurité (CCLS) vont être créés au niveau régional (en priorité) et au niveau communal.
- Ils regroupent les représentants de l'Etat, les autorités régionales et les représentants des communautés et autorités traditionnelles sous l'autorité du chef de l'exécutif local.
- ces Comités permettront aux citoyens de participer à leur propre sécurité en donnant des avis et conseils aux autorités en charge de la sécurité.

11. QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR « ZONE DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU NORD » ?

- l'accord stipule que deux ou plusieurs régions, conformément à la loi, peuvent mettre en place des instances appropriées, afin de promouvoir leur développement économique et social, dans la limite de leurs compétences ;
- les régions du Nord sont considérées comme une zone relativement homogène, ayant des réalités et des problèmes similaires qui justifient la mutualisation de leurs moyens dans l'espace, en vue d'accélérer le développement socio-économique de l'ensemble ;
- cette zone de développement sera créée et dotée d'un conseil consultatif Interrégional, constitué des représentants de leurs Assemblées Régionales respectives, et chargé exclusivement de la coordination des efforts et de la mutualisation des moyens.

12. COMMENT MOBILISER LES RESSOURCES POUR LA « ZONE DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU NORD » ?

- une Mission d'Evaluation Conjointe au Nord du Mali (MIEC / Nord Mali), conduite par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement, va procéder à l'identification des besoins en matière de relèvement rapide, de réduction de la pauvreté et de développement dans la zone ;
- il sera élaboré une stratégie spécifique de développement pour la zone, qui sera mise en œuvre à travers un Fonds pour le développement durable ;
- il est prévu la tenue d'une conférence d'appel de fonds pour la mise en place du Fonds pour le développement durable, outil de financement de la stratégie ;
- la stratégie spécifique de développement pour la zone sera mise en œuvre sur une période de 10 à 15 ans, afin de hisser les régions du Nord au même niveau de développement que le reste du pays ;
- ladite zone de développement bénéficiera de façon prioritaire des dispositifs de soutien de l'Etat prévus dans l'Accord.

13. QUELLES SONT LES ACTIONS MAJEURS DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES A MOYEN ET A LONG TERME ?

- la réalisation des aéroports de :
Kidal, Tessalit, Taoudéni, Ménaka, Gao (réhabilitation) et Goundam
- les axes routiers :
 - Kidal-Gao-Tombouctou-Route transsaharienne
 - Gao-Bourem-Taoussa
 - Bourem-Kidal
 - Kidal-Timiaouine (Frontière algérienne)
 - Anéfis-Tessalit-Bordj Baji Moctar
 - Kidal-Ménaka
 - Ansongo-Ménaka-Andéramboukane-Frontière du Niger
 - Goma Coura-Tombouctou
 - Douentza-Tombouctou
 - Douentza-Gao
 - Gossi-Gourma Rharous
 - Piste Boré-Korientzé-Aka
 - Piste Mounia –Diafarabé-Dia-Tenenkou-Youwarou
 - Piste Indelimane-Frontière Niger
 - Piste Asongo-Tessalit-Frontière Burkina Faso
- Léré-Fassala
- les centrales solaires et diesel à :

Tombouctou, Gourma Rharous, Goundam, Diré, Nianfunké, Gao, Ménaka, Kiadl, Tessalit, Asongo, Tin-Essako, Abei-bara, Bourem, Douentza, Tenenkou, Youwarou, Léré.

- relier les trois régions du au projet structurant régional de Gazoduc transsaharien ;
- la construction des quais dans les escales fluviales de Bamba, Diré et Youwarou ;
- la construction d'un hôpital régional à Kidal et Ménaka ;
- la relance des événements culturels, des semaines nationales, des biennales artistiques et culturelles et des festivals.

14. QUE PREVOIT L'ACCORD EN MATIERE DE RECONCILIATION, DE JUSTICE ET DES QUESTIONS HUMANITAIRES ?

- l'élaboration d'une Charte Nationale pour la Paix, l'Unité et la Réconciliation Nationale ;
- la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, notamment par l'opérationnalisation de la Commission Justice Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ;
- la valorisation du statut des autorités traditionnelles ;
- le renforcement du dialogue inter- et intracommunautaire en vue de la consolidation du vivre ensemble et de la cohésion sociale ;
- la création d'une commission d'enquête internationale chargée de faire la lumière sur les crimes ;
- les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, et il n'y aura pas d'amnistie pour leurs auteurs, y compris les coupables de violations graves des droits de l'Homme, des violences sur les femmes, les filles, et les enfants ;
- le renforcement de l'Etat de droit à travers la réforme de la justice, intégrant la revalorisation du rôle des cadis, et le rapprochement de la justice des justiciables et l'élargissement de l'assistance judiciaire ;
- la bonne gestion du retour des réfugiés et des déplacés et de leurs réinsertions ;
- la revalorisation du rôle des cadis dans l'administration de justice, notamment en ce qui concerne la médiation civile, de manière à tenir compte des spécificités culturelles, religieuses et coutumières ;
- Il est prévu de promouvoir une formation de qualité pour les acteurs de la justice, prenant en compte les besoins spécifiques des cadis ;
- l'Accord stipule un engagement à créer les conditions nécessaires pour faciliter le retour, le rapatriement, la réintégration et la réinsertion rapides de toutes les personnes déplacées et réfugiées réfugiés et des. En fait, les partis s'accordent sur l'urgence du retour sécurisé des déplacés, dans des conditions décentes.

15. POURQUOI UNE « UNE PERIODE INTERIMAIRE »

La période intérimaire indique l'échéance de mise en œuvre des mesures transitoires à exécuter dans le court terme. L'application de l'Accord demande des préalables, notamment des mesures de confiance, pour préparer, mettre en place, organiser et effectuer divers réglages, qui concourent à sa mise en œuvre.

La période prend effet immédiatement à sa signature et s'étale sur 18 à 24 mois. Ce délai autorise l'adoption des textes réglementaires, législatifs, voire constitutionnels permettant la mise en œuvre des mesures et arrangements relatifs au rétablissement de la paix, à la cessation des hostiles, à la réforme des forces de défenses et de sécurité, et pour faire face au terrorisme.

16. QUELLES SONT LES MESURES PREVUES EN MATIERE DE DEFENSE ET DE SECURITE PENDANT LA PERIODE INTERIMAIRE ?

Il sera créé une Commission Technique de Sécurité comprenant six représentants des forces armées et de sécurité du Mali, six représentants des mouvements armés, deux représentants de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA) et un représentant de chacun des membres de l'équipe de médiation.

- la Commission Technique de Sécurité est chargée :
- d'observer le cessez-le-feu entre les partis,
- d'enquêter sur d'éventuelles violations du cessez-le-feu
- de mettre à jour les arrangements sécuritaires et les vérifier,
- de procéder à l'identification et la validation des sites de cantonnement,
- de soutenir techniquement le processus d'intégration des ex-combattants,

Création des Equipes Mixtes d'Observation et de Vérification (EMOVs) élargies, constituées par les représentants du Gouvernement, de la Coordination et de la Plateforme.

Mise en place du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) et des patrouilles mixtes. Le MOC est chargé de planifier et de conduire ces patrouilles incluant des éléments de forces armées et de sécurité maliennes et des éléments de la Coordination et de la Plateforme.

Il est dit que dans les 60 jours suivant la signature de l'Accord sera mise en place une Commission d'Intégration. Et dans les 90 jours suivant la signature de l'Accord, la Commission d'Intégration, en coordination avec le conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CN-RSS), établira les critères, les quotas et les modalités d'intégration des combattants et d'harmonisation des grades.

17. QUEL SERA LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

Les partis signataires demandent à la classe politique et à la société civile, notamment les organisations des femmes et de jeune, les médias, les communicateurs traditionnels et les autorités traditionnelles et religieuses, d'apporter leur plein concours à la réalisation des objectifs de l'Accord.

18. QU'EST-CE QUI GARANTIT CET ACCORD POUR LA PAIX ET RECONCILIATION ?

- la sincérité, la bonne foi et l'engagement des partis à assumer le contenu de l'Accord, dans l'intérêt de la réconciliation, paix et sécurité et de la stabilité du Mali et de la région ;
- la médiation, sous l'égide de l'Algérie en tant que chef de file, est le garant politique de l'Accord ;
- la communauté internationale est garante de la mise en œuvre scrupuleuse du présent Accord et est engagée à accompagner les efforts déployés à cet effet.

19. QU'EST-CE QUI EST PREVU POUR LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD ?

- Un Comité de Suivi de l'Accord (CSA) sera créé. Il sera composé des représentants du Gouvernement du Mali, des Mouvements signataires de l'Accord et de la Médiation, et sera structuré en quatre (4) sous-comités :
- questions politiques et institutionnelles
- défense et de sécurité,
- développement économique, social et culturel,
- réconciliation, justice et questions humanitaires.
- Les membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unies sont invités à participer aux travaux du Comité
- La présidence et le secrétariat du Comité de Suivi de l'Accord sont respectivement assurés par l'Algérie et la Mission Multidimensionnelle Intégrée des NATIONS Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA). Le comité siège à Bamako.

20. QUEL EST LE RÔLE DE L'OBSERVATEUR INDEPENDANT ?

- Le comité de Suivi de l'Accord désigne un observateur indépendant chargé d'évaluer de manière objective l'état de mise en œuvre de l'Accord. Il rend public tous les quatre mois un rapport exhaustif faisant le point de l'exécution des engagements.

Source : MRN-depliant-20 questions et réponses

ANNEXE 3 : LES DISTANCES OFFICIELLES INTER REGION DU MALI

Tableau 1 : DISTANCES INTER RÉGIONS DU MALI

Distance/régions	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Dist de Bamako	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal
Kayes		660	974	840	600	1 270	1 507	1 800	2 200
Koulikoro	660		434	300	60	730	967	1 260	1 660
Sikasso	974	434		134	374	564	801	1 094	1 494
Ségou	840	300	134		240	430	667	960	1 360
Dist de Bamako	600	60	374	240		670	907	1 200	1 600
Mopti	1 270	730	564	430	670		237	530	930
Tombouctou	1 507	967	801	667	907	237		293	693
Gao	1 800	1 260	1 094	960	1 200	530	293		400
Kidal	2 200	1 660	1 494	1 360	1 600	930	693	400	

Source : cps-atfpsi-2014

ANNEXE 4 : STATISTIQUES DES INFRACTIONS

Tableau 2 : STATISTIQUES DES INFRACTIONS FOURNIES PAR LA POLICE NATIONALE

Infractions	2014	2015
Abandon d'enfants	36	24
Abandon d incapable	ND	0
Abus de confiance	712	718
Agression	ND	174
Agression cambriolage	0	ND
Agressions à mains armée	198	5
Assassinat	9	ND
Association des malfaiteurs	2	2
Atteinte à la liberté de travail	ND	1
Atteinte à l'intimité d'autrui	ND	5
Atteinte aux biens publics	2	18
Atteintes aux biens	0	ND
Attentat à la pudeur	23	
Attentat terroriste (mine explosif)	5	38
Avortement	ND	3
Blanchiment d'argent	ND	1
Braquage à mains armée	0	ND
Chèque sans provision	1	ND
Complicité de vol	15	ND
Concurrence déloyale	0	ND
Conduite en état d'ébriété	3	2
Conduite sans permis	14	22
Consommation de stupéfiant	4	125
Coups et blessures volontaires	650	614
Découverte de cadavres	2	4
Détention de faux billets	4	4
Détention de produit pharmaceutique contre band	ND	1
Détention de stupéfiant	106	25
Détention illégale d'arme à feu	4	2
Détournement de bien publics	2	ND
Détournement de biens saisis	0	ND
Détournement de femmes	11	5
Détournement de mineur	ND	2
Disposition de bien d'autrui	0	8
Disposition illégale de bien d'autrui	13	ND
Divagation d'animaux	2	ND
Domage à la propriété d'autrui	100	132
Domage aux cultures	9	ND
Embuscades braquages véhicules	ND	9
Empoisonnement	ND	1

Infractions	2014	2015
Enlèvement d'enfant	32	13
Enlèvement de fille mineur	0	3
Enlèvement de véhicule	7	15
Entrave à la liberté de travail	1	
Escroquerie	475	471
Exploitation illicite d'électricité	ND	1
Extorsion de fonds	4	0
Faux en écriture	1	19
Faux et usage de faux	99	128
Faux monnayages	16	24
Fille en situation difficile	0	3
Fraude à l'examen	1	ND
Fraude sur le réseau orange mali	ND	5
Grivèlerie	0	12
Homicide	82	77
Immigration clandestine	ND	1
Incendie volontaire	3	ND
Inceste	2	2
Incitation de mineur à la débauche et pédophilie	ND	1
Incitation à la débauche	0	5
Infanticides	22	32
injures	ND	79
Injures non publiques	4	ND
Injures publiques	0	ND
Introduction et distribution de menaires au Mali	1	ND
Introduction et tentative de distribution de vignettes contrefaites TMI	1	ND
Ivresse manifeste et publique	0	ND
Ivresse publique et manifeste	24	61
Mauvais traitement à l'enfant	16	6
Menace de mort	0	65
Morsure de chien	ND	1
Opposition à l'autorité légitime	ND	13
Outrage à agent	48	100
Outrage au chef de l'Etat	0	2
Outrage publique à la pudeur	3	ND
Pédophilie	44	36
Pratique de substance à la santé	1	ND
Présomption de participation à un acte criminel	ND	3
Provocation diffamation et menace	1	
proxénétisme	ND	1
Recels	7	2
Refus d'obtempérer	2	ND
Remise simplifiée de police en police	ND	8
Répudiation	0	0
Retrait frauduleuse de somme d'argent	1	6

Rixe sur la voie publique	0	27
Séquestration	0	ND
Simulation d'infraction	1	3
Soit transmis	15	ND
Tentative d'abandon d'enfants	11	27
Tentative d'assassinat	ND	2
Tentative d'homicide	1	0
Tentative de vol	8	9
Tentatives de concussion	1	ND
Trafic d'arme de guerre	ND	2
Trafic d'enfants	0	4
Trafic de stupéfiant	37	7
Transport de marchandises prohibées	1	ND
Trouble à l'ordre public	7	55
Usurpation d'identité	1	ND
Usurpation de fonction	18	3
Usurpation de nationalité	1	1
Usurpation de titre	ND	68
Vagabondage	63	101
Vérification d'identité	121	ND
Viol	151	139
Violence à autrui	ND	2
Violation à domicile	21	8
Violence et voie de fait	ND	14
Violence légère	169	225
Vols qualifiés	453	409
Vols simples	2 826	1924

Source : DGPN/MSIPC_2015

ANNEXE 5 : RECAPITULATIF DES FAITS D'ETAT CIVIL

Tableau 3 : RÉCAPITULATIF DES FAITS D'ÉTAT CIVIL ENREGISTRÉS EN 2015

REGION	CERCLES	2015								
		NAISSANCES			MARIAGE			DECES		
		M	F	T	P	M	T	M	F	T
KAYES	BAFOULABE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	DIEMA	5274	4394	9668	178	23	201	190	135	325
	KAYES	11865	11521	23386	648	183	831	319	182	501
	KENIEBA	4568	3968	8536	456	9	465	60	42	102
	KITA	8454	7493	15947	1062	52	1114	159	74	233
	NIORO DU SAHEL	4677	4055	8732	316	11	327	126	110	236
	YELIMANE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION	34838	31431	66269	2660	270	2938	854	543	1397
KOULIKORO	BANAMBA	3780	3790	7570	575	0	575	61	42	103
	DIOILA									
	KANGABA	3343	2896	6239	237	1	238	38	16	54
	KATI	20245	21957	42202	3275	2210	5485	506	360	866
	KOLOKANI	-	-	0	-	-	0	-	-	0
	KOULIKORO	-	-	0	-	-	0	-	-	0
	NARA	4382	3754	8136	235	20	255	124	76	200
	TOTAL REGION	31750	32397	64147	4322	2231	6553	729	494	1223
SIKASSO	BOUGOUNI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	KADIOLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	KOLONDIÉBA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	KOUTIALA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	SIKASSO	17755	17121	34876	4322	2231	6553	729	494	1223
	YANFOLILA	16688	16097	32785	2659	85	2744	351	240	591
	YOROSSO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION	34443	33218	67661	8635	916	9551	1073	788	1861
SEGOU	BAROUELI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	BLA	7097	6775	13872	661	41	702	163	121	284
	MACINA	-	-	0	-	-	0	-	-	0
	NIONO	-	-	0	-	-	0	-	-	0
	SAN	8129	7535	15664	1052	93	1145	348	282	630
	SEGOU	11263	10410	22208	2334	74	2436	514	386	921
	TOMINIAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION	26489	24720	51744	4047	208	4283	1025	789	1835
MOPTI	BANDIAGARA			11450	-	-	-	983		463
	BANKASS	4372	3887	8259	241	25	266	219	174	393
	DJENNE	-	-	7102	621	0	621	-	-	488
	DOUENTZA	-	-	4607			202	-	-	118

Les totaux prennent en compte les données non désagrégés.

REGION	CERCLES	2015								
		NAISSANCES			MARIAGE			DECES		
		M	F	T	P	M	T	M	F	T
MOPTI	KORO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	MOPTI	5446	5043	10489	853	86	939	173	105	278
	TENENKOUN	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	YOUWAROU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION	9818	8930	41907	1715	111	3011	392	279	1740
TOMBOUCTOU	DIRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	GOUNDAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	GOURMA - RHAROUSS	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	NIAFUNKE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOMBOUCTOU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION									
GAO	ANSONGO	1837	1704	3541	25	12	37	43	38	81
	BOUREM	775	703	1478	29	0	29	9	3	12
	GAO	-	-	8042	-	-	234	-	-	125
	MENAKA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION	2612	2407	13061	54	12	300	52	41	218
KIDAL	ABEIBARA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	KIDAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TESSALIT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TIN - ESSAKO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL REGION									
BAMAKO	COMMUNE I	8005	6419	14424	2902	396	3298	510	284	794
	COMMUNE II	3747	3594	7341	1927	215	2142	284	194	478
	COMMUNE III	3615	3458	7073	1311	139	1450	591	381	972
	COMMUNE IV	7823	7583	15406	2273	979	3252	509	293	802
	COMMUNE V	8913	8535	17448	3134	320	3454	2086	1829	3915
	COMMUNE VI	11894	13435	25329	4272	326	4598	465	217	682
	TOTAL DISTRICT	43997	43024	87021	15819	2375	18194	4445	3198	7643
TOTAL NATIONAL	183947	176127	391810	37252	6131	44830	8570	6132	15917	

Source : DNEC/MAT_2015

Tableau 4 : SITUATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Intitulé	Crédits Budgétaires 2015	Crédits Notifiés 2015	Crédits Engagés 2015	Crédits liquides 2015	% de liquidation
PROGR. GESTION CATASTROPHES NATUREL	35 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000	100,00
BORNAGE DES FRONTIERES	83 000 000	70 550 000	70 364 120	70 364 120	99,74
PROG. TRANSFRONT & INVEST. EQUIP. DVPT ZONES FRONT.	124 500 000	105 825 000	105 823 662	105 823 662	100,00
ADM. TRAVAIL FONCT. PUB.SEC.INT	83 000 000	75 722 577	75 716 793	75 716 793	99,99
RECENSEMENT GENERAL CARACTERE ADMINISTRATIF/RAVEC	124 500 000	121 739 218	121 662 919	121 662 919	99,94
REHAB.INFRASTRUCT. TUTELLE COLLECT.TERRIT	415 000 000	385 479 838	385 203 165	368 238 093	95,53
PROG.NAT.EDUCATION CITOYENNETE AU MALI	24 900 000	24 878 460	24 878 400	24 878 400	100,00
RENFORCEMENT EQUIPE. RESEAUX ADMINIS. COMMANDEMENT	83 000 000	70 550 000	70 549 899	70 549 899	100,00
PROG.APPUI DECENTRALISATION DE KOULIKORO	33 200 000	28 220 000	28 218 945	28 218 945	100,00
RENF.CAPACITE MINISTERE DECENTRAL & VILLE	83 000 000	70 550 000	70 538 189	70 538 189	99,98
CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	124 500 000	-	-	-	-
PROGRAM.ASSISTANCE TECHN. /DGCT	46 064 000	46 064 000	16 106 593	16 106 593	34,97
PROG APPUI DECENTRALISATION DE KOULIKORO	2 200 000 000	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	3 459 664 000	1 034 579 093	1 004 062 685	987 097 613	95,41

Source : CPS/DGB-2015

Tableau 5 : SITUATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intitulé	Crédits Budgétaires 2015	Crédits Notifiés 2015	Crédits Engagés 2015	Crédits liquides 2015	% de liquidation
PROGR. RENFOR. CAPACITE NAT. PAR LA FORMATION	332 000 000	282 200 000	281 944 963	281 936 963	99,91
CONSTRUCT° / REHABILITAT° ANNEXES MTFPRE	124 500 000	105 825 000	105 667 926	105 667 926	99,85
PROG. DEV. INSTITUTIONNEL	747 000 000	634 950 000	634 913 359	634 913 359	99,99
PROJET LUTTE CONTRE TRAVAIL ENFANTS	41 500 000	38 387 500	38 355 965	38 355 965	99,92
TOTAL GENERAL	1 245 000 000	1 061 362 500	1 060 882 213	1 060 874 213	99,95

Source : CPS/DGB-2015

Tableau 6 : SITUATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

Intitulé	Crédits Budgétaires 2015	Crédits Notifiés 2015	Crédits Engagés 2015	Crédits liquides 2015	% de liquidation
PROGR. GESTION CATASTROPHES NATUREL	35 000 000	29 750 000	29 749 483	29 749 483	100,00
CONSTRUCTION BUREAU LOGEMENT	400 000 000	340 000 000	339 995 703	339 995 703	100,00
CONSTRUCT.EQUIP. BATAILLONS ET CASERNES	400 000 000	340 000 000	339 999 492	339 990 492	100,00
CONSTRUCTION ECOLE NATIONALE DE LA POLICE	200 000 000	170 000 000	169 999 404	169 999 404	100,00
ACQUISITION EQUIPEMENT PASSEPORTS SECURISES	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	100,00
CONSTRUCTION /EQUIPEMENT OFFICE CENTRAL STUPEFIANTS	300 000 000	255 000 000	254 999 512	254 999 512	100,00
CONSTRUCTION /EQUIPEMENT DRPN	250 000 000	212 500 000	212 457 050	212 457 050	99,98
CONSTRUCT°EQUIP.DIR. REG.PROTCT° CIVILE	300 000 000	255 000 000	254 850 374	254 850 374	99,94
TOTAL GENERAL	2 685 000 000	2 402 250 000	2 402 051 018	2 402 042 018	99,99

Tableau 7 : SITUATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTES

Ministère des affaires religieuses et du culte	Crédits Budgétaires 2015	Crédits Notifiés 2015	Crédits Engagés 2015	Crédits liquides 2015	% de liquidation
RENFORCEMENT DES CAPACITES DFM AFFAIRES RELIG. CULTES	83 000 000	70 550 000	70 470 750	70 470 750	99,89
TOTAL GENERAL	83 000 000	70 550 000	70 470 750	70 470 750	99,89

Source : CPS/DGB-2015

Tableau 8: L'OFFICE CENTRAL DES STUPÉFIANTS (OCS)

PRODUITS	QUANTITES	PERSONNES INTERPELLEES	NATIONALITE
UNITES D'INTERVENTION / BAMAKO			
Cocaïne	41 boulettes	1	Ghana
Cannabis	02 sacs	-	Mali
CAAT			
Cocaïne	1,112 Kg	1	Mali
	57 boulettes	1	Sierra Léone
	46 boulettes	1	Sierra Léone
	66 boulettes	1	Nigéria
KAYES			
Cannabis	Petite quantité	2	Mali
KOULIKORO			
Cannabis	01 mégot	3	Mali
	01 boule		
	575 boules	1	
Rizila	12 paquets		
Cannabis	03 boules	2	Mali
	04 briques (08 Kg)	1	Mali
	47 boules (10g/boule)	2	Mali
	57 boules (20g/boule)		
	04 briques (02 Kg)		
Rizila	03 paquets		
Cannabis	118 boules	3	
	¼ de brique		
	63 boules	4	
	Vrac (20g)		
Rizila	06 paquets		
Cannabis	28 boules	4	Mali
	01 brique		
	Vrac (20g)		
	250g	2	
	56 boules		
Rizila	01 paquet		
Diazépam	05 plaquettes		

Cannabis	07 boules	2	Mali
Cannabis	500g	3	Mali
	12 boules		
	Poudre (100g)		
	01 mégot		
	04 paquets		
Rizila			
Cannabis	101 boules	4	Mali
Rizila	22 paquets	2	
Produits pharmaceutiques	-		
(pharmacie illégale)			
SIKASSO			
Cannabis	8,1 Kg	2	Mali
	146 boules	1	RCI
Ephédrine	90 comprimés		
Diazépam	830 comprimés		
Rivotril	40 comprimés		
Solution caféinée + Ephédrine	21 bouteilles		
Cannabis	300g	1	Mali
Tramadol	889 comprimés	1	Mali
Cannabis	02 boules	1	Mali
	Vrac (petite quantité)	1	Burkina Faso
	06 briques (10,5 Kg)		
SEGOU			
Cannabis	6,5Kg	2	Mali
	520 briques	1	Mali
GAO			
Cannabis	55 boules	1	Mali
Rivotril	01 plaquette	1	Niger
Tramadol	225 mg		
Cannabis	01 boule	1	Mali
	01 brique		
Tramadol	15 cartouches	1	Mali
Eskazépam	02 paquets		
Tramadol	01 cartouche	1	Mali
Cannabis	07 boules	1	Mali
Diazépam	03 et ½ plaquettes		
Tramadol	62 plaquette	2	Mali
Cannabis	02 boules	-	-

Source : OCS/RA 2015

Tableau 9: SITUATION DE SAISIES DE PRODUITS STUPEFIANTS PAR LA GENDARMERIE NATIONALE EN 2015

LEGION GENDARMERIE	NOMBRES DE PERSONNES INTERPELEES	NATIONALITES	NATURE ET QUANTITE DU PRODUIT SAISI		PROVE- NANCE DU PRODUIT	DESTINATION DU PRODUIT
			CHANVRE INDIEN	COCAÏNE		
KAYES	0	-	0	0	-	-
KOULIKORO	1	Maliennne	10 briques	0	Koury	Bamako
	1	Maliennne	01 brique	0	Ghana	Guinée
	1	Maliennne	05 briques	0	Ghana	Guinée
BAMA KO	0	-	0	0	-	-
SIKASSO	0	-	06 briques	0	-	NR
	0	-	03 briques	0	Sélingué	Bougouni
	1	NR	½ Kg	0	Néant	NR
	1	NR	10 boules	0	Koury	NR
	1	NR	08 boules	0	Koury	NR
			12 plaquettes tramadol 120 mg			
	2	NR	01 sac contenant du vrac	0	Koutiala	NR
SEGOU	0	-	0	0	-	-
MOPTI	0	-	0	0	-	-
TOMBOUCTOU	0	-	0	0	-	-
GAO	0	-	0	0	-	-
KIDAL	0	-	0	0	-	-
S.I.J BAMA KO	0	-	0	0	-	-

Source : OCS/RA 2015

Tableau 10: SITUATION DE SAISIES DE PRODUITS STUPEFIANTS PAR LA DOUANE EN 2015

Lieu de saisie	Catégorie de drogue	Quantité (Kg)	Personnes interpellées	Nationalité	Type de moyen de transport
Koflatié	Cannabis	8	0	Mali	vélo
Kolatié		3,6	0		vélo
Namarafoloni		3,4	0		vélo
Bamako		10,5	0		-
Sévaré		14	0		Minicar
Sevaré		20	0		Bus
Fegui		4,3	0		vélo
Faleme		43	1		moto
Fegui		8	0		moto
Lany		30	0		moto
Faraba		10	0		moto
Kita		120,1	12		Bus
Sanankoro		94	10		Bus
Senou		436	0		-
Banamba		8	1		Bus
Bougouni		6	1		Car
Sélingué		4	0		Minicar
Niono		1	0		moto
Selingué		4	1		Bus
Soribougou		40	1		voiture
Bamako	184	12	BUS		
Nioro	Résine (cannabis)	500	1	MAURITANIENNE	Camionnette
Bougouni	Cocaïne	1	1	Nigériane	Bus
Soribougou	Ephédrine	12,48	0	-	moto

Source : OCS/RA 2015

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE

Tél . : (+223) 20 22 05 31 • (+223) 20 22 05 33

E-mail : cpsmatchfs@yahoo.fr

COOPERATION TECHNIQUE BELGE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 